

Publications et travaux de Jean-Yves KERBOURC'H
(à jour au 5 octobre 2025)

1. Ouvrages

1. *Droit de la sécurité sociale*, (en collaboration avec C. Willmann), LGDJ, 2024, 11^e éd., 1071 p.
2. *Droit de la protection sociale*, Dalloz, Coll. Prépa Dalloz, 2024, 202 p.
3. *Chômeurs : indemnisation*, Editions des citoyens, 2011, 155 p.
4. *Chômeurs : protection sociale*, Editions des citoyens, 2011, 126 p.
5. *Le statut protecteur des représentants du personnel*, Paris, Litec, coll. Pratique professionnelle, 2003, 343 p.

2. Direction d'ouvrage

1. *Le licenciement pour motif économique après la loi de modernisation sociale* (collectif), Paris, Litec, coll. Pratique professionnelle, 2002, 496 p.
2. *Le salarié, l'entreprise, le juge et l'emploi*, Ouvrage collectif Dir. J.-Y. Kerbourc'h, Paris, Doc. fr., 2001, 215 p.

3. Coordination éditoriale d'ouvrages

1. *La subordination dans le travail* (Dir. J.-P. Chauchard et A-C. Hardy-Dubernet), Paris, Doc. fr., 2003, 311 p.

4. Rapports de recherche

1. *Les cadres et l'emploi. Aspects légaux, conventionnels et statistiques*, Rapport France Stratégie, n° 2020-07, juillet 2020, 75 p.
2. « Les tiers dans la relation de travail : entre fragmentation et sécurisation de l'emploi » (avec Emmanuelle Prouet), Synthèse publiée dans *La note de France Stratégie*, n° 65, mars 2018, 8 p.
3. *Les groupements d'employeurs à la lumière de leurs enjeux – Étude économique et sociale des groupements d'employeurs dans les Pays de la Loire*, (avec Hervé Le Chevalier), 2016, 125 p.
4. *L'obligation de revitalisation des bassins d'emplois de la loi du 18 janvier 2005*, Rapport remis à la Délégation Interministérielle à l'Aménagement du territoire et à l'attractivité régionale – DATAR et la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle, IRES, Amnyos, Ecole des Ponts-Paris Tech, CENS, juillet 2011, 260 p.

5. *Le travail et l'emploi dans vingt ans*, Participation au rapport de travail présidé par Mme Odile Quintin, Centre d'Analyse Stratégique, juillet 2011, 304 p.
6. « Du statut de l'emploi au statut du jeu vidéo », Étude pour le ministère de la Culture, juillet 2010, 60 p.
7. « Liens interentreprises et rapports au territoire. Principaux enseignements d'une enquête auprès d'un échantillon d'entreprises val-de-marnaises », (avec Solveig Grimault), Rapport au Centre d'observation pour l'action économique du Val de Marne, IRES, janvier 2010, 117 p.
8. *La sécurisation des parcours professionnels dans la fonction publique hospitalière*, Étude pour l'Association nationale pour la formation permanente du personnel hospitalier (ANFH), Amnyos, 2009, 80 p.
9. *Évaluation de la loi du 4 mai 2004 sur la négociation d'accords dérogatoires dans les entreprises* (en collaboration avec O. Mériaux et C. Seiler), Étude pour le ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (DARES), Document d'études DARES n° 2008-140, septembre 2008, 55 p.
10. *La flexsécurité en Europe et l'accord du 11 janvier 2008* (en collaboration avec J.-L. Dayan), Centre d'Analyse Stratégique, 2008, 57 p.
11. *Analyse juridique, sociale et fiscale des formes atypiques d'organisation de l'emploi dans le secteur sport* (en collaboration avec J. Dutoya), Rapport au ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative, Paris, Amnyos, 2007, 120 p.
12. *Analyse et évaluation des pratiques de portage salarial* (en collaboration avec L. Casaux-Labrunée, J.-P. Chauchard, A.-S. Hocquet de la Jartre et K. Ragot-Barragan), Étude pour le ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, , décembre 2006.
13. *Organisation du marché du travail et « flexicurité » à la française* (en collaboration avec L. Duclos), Conseil d'Orientation pour l'Emploi, octobre 2006, 96 p.
14. « L'altération de la qualification professionnelle : un nouveau risque social », in *Anticipation et accompagnement des restructurations d'entreprises : dispositifs, pratiques, évaluations*, Coord. R. Beaujolin-Bellet, Document d'études Dares, n° 119, octobre 2006, 96 p.
15. *Le développement des emplois familiaux. Effets sur les métiers de l'aide à domicile* (en collaboration avec L. Causse, C. Fournier et Ch. Labruyère), Céreq, Document n° 121, février 1997, 244 p.
16. « L'accès des jeunes à l'emploi. Apports du Droit » (en collaboration avec P. Chaumette), In *Les jeunes et l'emploi - Recherches pluridisciplinaires* -, Paris, Doc. fr., 1996, 225 p.
17. « Réglementation légale et conventionnelle de l'emploi flexible en France », in *Law, Collective bargaining and labour flexibility in E.C. countries*, Ouvrage collectif Dir. Prof. B. Veneziani, Instituto Poligrafico E. Zecca Dello Stato, Roma, 1992, 530 p., pp. 151-193 (en collaboration avec S. Lorvellec et A. Supiot).

5. Fascicules publiés aux éditions LexisNexis

1. « Comité social et économique », *Travail Traité*, Éditions LexisNexis :
 - Fasc. 14-2 : « Mise en place et fonctionnement » (2025).
 - Fasc. 14-3 : « Attributions » (2025).
2. « Les aides à l'emploi », *Travail Traité*, Éditions LexisNexis :
 - Fasc. 40-10 : « Contrat d'insertion » (2022).
 - Fasc. 40-12 : « Insertion par l'activité économique » (2022).
 - Fasc. 40-22 : « Aides au développement des emplois et des compétences » (2022).
3. « Le statut protecteur des représentants du personnel », *Travail Traité*, Éditions LexisNexis :
 - Fasc. 15-94 : « Domaine d'application » (2022).

- Fasc. 15-96 : « Mise en œuvre » (2022).
- Fasc. 15-98 : « Recours et sanctions » (2022).

6. Articles

1. « Les métamorphoses des instances représentatives du personnel », in *Les métamorphoses du droit du travail*, Dir. B. Teyssié, LexisNexis, Coll. Perspective(s), 2025, pp. 511-578.
2. « Le comité social et économique à l'épreuve du *reporting* de durabilité », *Droit social*, 2024, p. 982.
3. « La détermination de l'effectif d'un groupement d'employeurs : un art divinatoire », *La semaine juridique Social*, 15 octobre 2024, n° 41, pp. 19-24, 1312.
4. « Orienter et accompagner les demandeurs d'emploi : deux raisons de prendre la réforme France travail au sérieux » (en collaboration avec L. Duclos), *Droit social*, 2024, p. 16.
5. « L'électorat et l'éligibilité au comité social et économique après la loi du 21 décembre 2022 », *La semaine juridique Social*, 4 avril 2023, 1088.
6. « La saga du régime des lanceurs d'alerte : une directive, deux lois, un décret et beaucoup de questions en suspens » (en collaboration avec S. Levy-Regnault), *La semaine juridique Social*, 25 octobre 2022, 1267.
7. « L'insaisissable reconnaissance juridique de l'utilité sociale du travail », *Sociologie du travail*, Vol. 64 - n° 1-2, Janvier-Juin 2022.
8. « Le délégué syndical supplémentaire du personnel d'encadrement : 40 ans d'histoire, de tensions et de difficultés », *La Semaine Juridique Social*, 10 mai 2022, 1128.
9. « Les prérogatives d'ordre environnemental du comité social et économique », *La Semaine Juridique Social*, 14 décembre 2021, 1316.
10. « La sous-traitance de services support aux entreprises » (en collaboration avec X. Baron), *La Semaine juridique*, éd. Entreprise et affaires, 1er juillet 2021, 1341 et *La Semaine juridique*, éd. Social, 6 juillet 2021, 1174.
11. « Régime juridique de l'AFEST : une nouvelle image du droit de la compétence » (en collaboration avec L. Duclos), *Éducation permanente*, n° 227, juin 2021, p. 33.
12. « Les plans d'épargne retraite d'entreprise réformés peuvent-ils corriger la baisse des pensions des régimes de base », *Droit social* 2021, p. 394.
13. « Le travailleur d'une coopérative d'activité et d'emploi : l'autonomie d'un entrepreneur, la protection du salariat », *Bulletin Joly du travail*, mars 2021, p. 53.
14. « Les conventions de mise en situation en milieu professionnel : un régime creusé de chausse-trappes » (en collaboration avec L. Duclos), *Droit social*, mai 2020, p. 860.
15. « Pour une épistémologie des politiques de l'emploi et du travail », *Droit social*, mai 2020, p. 401.
16. « Les délais d'information et de consultation du CSE pendant la crise sanitaire », *La Semaine Juridique Social*, 12 mai, 2020, act. 189.
17. « Le comité social et économique en période de crise sanitaire Covid-19 », *La Semaine Juridique Social*, 14 avril, 2020, 1096.
18. « Le télétravail à l'épreuve du Covid-19 », *Lexbase Hebdo Social*, n° 819, 2 avril 2020, p. 7.
19. « Le contentieux des salariés protégés à l'épreuve du dualisme juridictionnel », in *Mélanges en l'honneur du professeur Bernard Teyssié*, Paris, éd. LexisNexis, 2019, 1291 p., pp. 205-218.
20. « Les enjeux économiques et sociaux du redressement », *Droit social*, septembre 2019, p. 768.
21. « CSE et licenciement économique : de la consultation à la cogestion », *La Semaine Juridique Social*, 19 février 2019, 1046.
22. « Indemnisation du chômage et déclin de la logique assurantielle », *Droit social*, 2018, p. 607.
23. « Groupements d'employeurs non marchands : pourquoi et comment les reconnaître ? », *Cahiers de l'action*, n° 50, 2018, pp. 79-84.
24. « Modalités de mise en place et de fonctionnement du comité social et économique », *La*

Semaine Juridique Social, 16 janvier 2018, act. 10.

25. « La refonte des institutions représentatives du personnel (Ord. n° 2017-1386, 22 sept. 2017) », *La Semaine Juridique Social*, 10 octobre 2017, 1313.
26. « La réforme des institutions représentatives du personnel et du droit syndical », numéro spécial sur la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016, *La Semaine Juridique Social*, 13 septembre 2016, 1303 ; publié in *La loi Travail*, Ed. Lexisnexis, 2016, pp.115-134.
27. « Diversité des formes d'emploi : les enjeux de la qualification et de la quantification », in *La diversité des formes d'emploi*, Rapport du Conseil national de l'information statistique, mars 2016, p. 150.
28. « La discrète mais importante révolution des institutions représentatives du personnel après la loi du 17 août 2015 », *La Semaine Juridique Social*, 6 octobre 2015, 1353.
29. « Statut du défenseur syndical, extension de la compétence du juge judiciaire en matière électorale et réforme des délits d'entrave : une réforme en trompe-l'œil », numéro spécial sur la loi n° 2015-990 du 6 août 2015, *La Semaine Juridique Social*, 15 septembre 2015, 1321.
30. « Les transformations du droit de la représentation collective », *La Semaine Juridique Social*, 30 juin 2015, 1240.
31. « La situation du salarié au regard de l'assurance chômage en cas de nullité du licenciement », *La Semaine Juridique Social*, 10 février 2015, 1044.
32. « Licenciement économique : l'intrication du régime légal et du droit conventionnel », *Économie et management*, n° 153, octobre 2014, pp. 15-20.
33. « Le cumul emploi-retraite au milieu du gué », *Droit social*, juillet-août 2014, pp. 604-609.
34. « La flexibilité des sanctions en droit du travail », in *La flexibilité des sanctions – XXI^{es} journées juridiques Jean Dabin*, Bruxelles, Bruylant, 2013, pp. 635-658.
35. « L'adhésion des collectivités territoriales à un groupement d'employeurs : sept ans de réflexions parlementaires », *Droit social*, octobre 2012, pp. 910-915.
36. « Réforme de la formation en alternance : changement d'objectifs, changement de méthode » *Droit social*, juin 2012, pp. 592-599.
37. « Les relations de travail intermédiées : une offre juridique pléthorique », CFDT Cadres, n° 447, décembre 2011, pp. 19-26.
38. « Nouveau code du travail et frontière du salariat », *Semaine sociale Lamy*, numéro spécial n° 1472, 20 décembre 2010, pp. 54-59.
39. « La rupture conventionnelle du contrat de travail » (en collaboration avec Jean-Louis Dayan), *La note de veille*, Centre d'Analyse Stratégique, n° 198, octobre 2010, pp. 1-11.
40. « Les institutions de la flexicurité » (en collaboration avec Yves Chassard), *La revue de l'IREs*, n° 63, 2009/4, pp. 77-103.
41. « Paritarisme et maintien de la capacité des travailleurs à occuper un emploi », *Semaine sociale Lamy*, supplément n° 1434, 22 février 2010, pp. 25-31.
42. « Qu'est-ce qu'une mise à disposition de personnel ? », *Droit social*, mai 2009, pp. 530-542.
43. « La protection des données à caractère personnel des salariés », *Legicom*, n° 42, 2009/1, pp.101-117.
44. « Le rapport Chaudron : un rendez-vous manqué ? » (en collaboration avec F. Favennec-Héry), *Semaine sociale Lamy*, n° 1392, 23 mars 2009, pp. 6-9.
45. « La communauté de travail, clé du renouveau de la représentation et de la négociation collective ? », *La note de veille*, Centre d'Analyse Stratégique, n° 123, février 2009, pp. 1-7.
46. « Les changements de paradigmes du droit du travail », *Cahiers philosophiques*, n° 116, décembre 2008, pp. 25-40.
47. « Le travail de création est-il à l'avant-garde des transformations des relations de travail classiques ? », in *Travail artistique et économie de la création*, Doc. fr., 2008, pp. 55-66.
48. « Les clauses d'interdiction de déroger par accord d'entreprise à une convention plus large », *Droit social*, juillet-août 2008, pp. 834-844.
49. « Les dispositions relatives à l'articulation des niveaux de négociation : une portée limitée de la loi du 4 mai 2004 » (en collaboration avec O. Mériaux et C. Seiler), in *La négociation*

- collective en 2007*, Doc. fr., 2008, 555 p., dossier n° 2, pp. 381-403.
50. « La recodification des dispositions relatives aux institutions représentatives du personnel et aux salariés protégés », *La Semaine Juridique Sociale (JCP S)*, 29 avril 2008, 1270.
 51. « Comment sécuriser les parcours au-delà de la seule relation employeur-salarié. Le cas des structures tierces dans le secteur du sport » (en collaboration avec Jean Dutoya), *Semaine sociale Lamy*, supplément n° 1148, 7 avril 2008, pp. 39-46.
 52. « Intérim et relations salariales triangulaires », in *Les nouveaux enjeux du travail intérimaire*, Eures, Luxembourg, 2008, pp. 133-138.
 53. « L'entreprise de portage : un intermédiaire à la recherche de son statut », *Semaine sociale Lamy*, supplément n° 1332, 10 décembre 2007, pp. 55-60.
 54. « Négociation sur la modernisation du travail : ne pas se tromper d'époque » (en collaboration avec Y. Chassard), *Droit social*, novembre 2007, pp. 1095-1104.
 55. « Validité et effets de la clause d'option stipulée dans un contrat d'artiste » (en collaboration avec J. Vincent), *Revue Lamy Droit de l'immatériel*, octobre 2007, pp. 60-64.
 56. « La négociation collective dans le licenciement et le rôle du comité d'entreprise », in *Le droit conventionnel du licenciement économique*, 2^e partie, *Gazette du palais*, n° 273-275, 30 septembre-2 octobre 2007, p. 23.
 57. « Parcours, sécurisation, flexicurité. De quoi parle-t-on exactement ? », *Cadres CFTD*, août 2007, pp. 15-20.
 58. « Jusqu'où les contrats de production et d'édition conclus par des artistes de la musique peuvent-ils restreindre leur liberté de travailler ? » (en collaboration avec J. Vincent), *Droit social*, juillet-août 2007, pp. 808-820.
 59. « Les avantages liés à l'ancienneté entravent-ils la mobilité des salariés ? », *La note de veille*, Centre d'Analyse Stratégique, n° 67, juillet 2007, pp. 1-4.
 60. « Mobilités, formation et parcours professionnels : les multiples visages de la flexicurité dans et hors de l'entreprise » (en collaboration avec M.-A. Estrade), *La note de veille*, Centre d'Analyse Stratégique, n° 45, février 2007, pp. 1-4.
 61. « Le portage salarial : prestation de services ou prêt de main-d'œuvre illicite ? », *Droit social*, janvier 2007, pp. 72-80.
 62. « L'anticipation des restructurations à l'épreuve du droit du travail », *Travail et emploi*, n° 109, janvier-mars 2007, pp. 25-38.
 63. « Qu'est-ce qu'un emploi aidé ? », *Revue de droit sanitaire et social*, juillet-août 2006, pp. 640-652.
 64. « Négociations collectives ou individuelles : un dosage largement maîtrisé par les directions d'entreprises », *Regards - Cahiers de Syndex*, n° 8/2006, pp. 7-16.
 65. « La convention de reclassement personnalisé », *Semaine sociale Lamy*, supplément n° 1242, 26 décembre 2005, pp. 21-32.
 66. « L'organisation du marché du travail après la loi de cohésion sociale », *Revue de droit sanitaire et social*, septembre-octobre 2005, pp. 848-862.
 67. « Chèque-emploi TPE, CESU et services à la personne : une politique de ciblage », *JCP (S)*, 11 octobre 2005, 1254.
 68. « Nature et régime juridique du contrat par lequel un travailleur adhère à une entreprise de portage », in *Le « portage salarial » : mise à disposition, sous-traitance ou intérim ?*, éd. Kluwer, Bruxelles, 2005, pp. 31-51.
 69. « L'apprentissage face à de nouveaux défis », *Droit social* 2005, pp. 427-439.
 70. « Penser la flexibilité en droit du travail », in Matthieu de Nanteuil-Miribel et Assaad El Akremi (dir.), *La société flexible*, Ramonville, Erès, 2005, 459 p., pp. 29-50.
 71. « De la modernisation à la cohésion sociale : le législateur docteur du mystère », *Regards - Cahiers de Syndex*, n° 6/2004, pp. 56-68.
 72. « L'approche juridique de la responsabilité globale de l'entreprise : le cas du travail temporaire », *Semaine sociale Lamy*, supplément n° 1186, 18 octobre 2004, pp. 52-56.
 73. « Mise à pied d'un représentant du personnel et intangibilité du mandat », *Revue de*

jurisprudence sociale, juillet 2004, pp. 535-540.

74. « Clauses de non-concurrence », *Semaine sociale Lamy*, supplément n° 1169, 17 mai 2004, 79 p.
75. « Droit commun du CDD et statuts particuliers », *Travail et protection sociale*, janvier 2004, pp. 6-8.
76. « Entre salariat et indépendance : les conventions de sous-entreprise », in *La subordination dans le travail*, Paris, Doc. fr., 2003, pp. 277-299.
77. « Gestion collective de l'emploi : approche comparée en droit du travail (Allemagne, Danemark, France) », *Pour*, n° 180, décembre 2003, pp. 93-102.
78. « Salariés protégés : les sanctions du licenciement sans autorisation ou dont l'autorisation est annulée », *Revue de jurisprudence sociale*, décembre 2003, pp. 923-935.
79. « Le volet social de la loi pour l'initiative économique », *Semaine sociale Lamy*, n° 1139, 13 octobre 2003, pp. 4-9 ; n° 1140, 20 octobre 2003, pp. 6-9.
80. « Le contrat d'insertion dans la vie sociale », *Travail et protection sociale*, août-septembre 2003, pp. 5-7.
81. « L'inévitable budgétisation des exonérations de cotisations sociales de la loi Fillon », *Travail et protection sociale*, avril 2003, pp. 4-8.
82. « Clause d'interdiction de concurrence et contrepartie financière », *Revue de jurisprudence sociale*, janvier 2003, pp. 3-14.
83. « La notation sociale des entreprises » (en collaboration avec R. Beaujolin-Bellet), *Semaine sociale Lamy*, supplément n° 1095, 28 octobre 2002, pp. 84-96.
84. « Le nouveau droit des contrats précaires », *Bulletin social Francis Lefebvre*, juillet 2002, pp. 379-386.
85. « Des restructurations aux licenciements économiques : les méandres de la procédure », in *Le licenciement pour motif économique après la loi de modernisation sociale*, *Travail et protection sociale*, numéro hors série, juin 2002, pp. 92-102.
86. « Le Pare anticipé et le congé de reclassement », in *Le licenciement pour motif économique après la loi de modernisation sociale*, *Travail et protection sociale*, numéro hors série, juin 2002, pp. 141-151.
87. « L'insaisissable droit de la gestion prévisionnelle de l'emploi », in *Le licenciement pour motif économique après la loi de modernisation sociale*, *Travail et protection sociale*, numéro hors série, juin 2002, pp. 134-140.
88. « La priorité de réembauchage après la loi de modernisation sociale », in *Le licenciement pour motif économique après la loi de modernisation sociale*, *Travail et protection sociale*, numéro hors série, juin 2002, pp. 170-172.
89. « L'ordre des licenciements », in *Le licenciement pour motif économique après la loi de modernisation sociale*, *Travail et protection sociale*, numéro hors série, juin 2002, pp. 166-168.
90. « L'État employeur d'un CES mis à sa disposition par une association relais », *Travail et protection sociale*, avril 2002, pp. 4-6.
91. « L'imbroglia juridique des politiques de lutte contre l'instabilité de l'emploi », *Travail et Emploi*, n° 85, janvier 2001, pp. 5-20.
92. « Le contrat de travail à temps partiel d'une aide ménagère embauchée par une association d'aide à domicile », *Droit social*, avril 2000, pp. 375-380.
93. « Le régime du travail domestique au regard du droit du travail », *Droit social*, avril 1999, pp. 335-342.
94. « Le travail temporaire : une forme déjà élaborée du contrat d'activité », *Droit social*, février 1997, pp. 127-132.
95. « L'industrie des époux en régime matrimonial légal : un statut protéiforme », *Les petites affiches*, 17 mai 1996, n° 60, pp. 4-9.
96. « Le contrat à durée déterminée irrégulier en droit privé et en droit public : des problèmes communs aux solutions contrastées », *Droit social*, décembre 1995, pp. 987-996.

7. Commentaires d'arrêts

Année 2025

1. Plénitude de juridiction du tribunal judiciaire pour répartir les électeurs et les sièges dans les collèges électoraux (Cass. soc., 25 juin 2025, n° 23-24.013), *La Semaine Juridique Sociale*, 2 septembre 2025, n° 35, pp. 43-44, 1250.
2. Le nombre de délégués syndicaux désignables par un syndicat catégoriel est fonction des effectifs qu'il représente et non de l'effectif total de l'établissement (Cass. soc., 21 mai 2025, n° 23-21.640), *La Semaine Juridique Sociale*, 15 juillet 2025, n° 28, pp. 28-29, 1225.
3. Une abrogation subreptice : le licenciement des candidats à l'élection du CSE n'est plus soumis à l'avis du comité (CE avis, 16 mai 2025, n° 498924), *La Semaine Juridique Sociale*, 8 juillet 2025, n° 27, pp. 46-48, 1218.
4. Précisions sur les modalités d'indemnisation d'un représentant de proximité au titre de la violation de son statut protecteur (Cass. soc., 9 avril 2025, n° 23-12.990), *La Semaine Juridique Sociale*, 27 mai 2025, n° 21, p. 26, 1158.
5. Accident du travail d'un salarié protégé : rupture nulle pour absence de visite de reprise même en présence d'une autorisation administrative de licenciement pour motif économique (Cass. soc., 26 mars 2025, n° 23-12.790), *La Semaine Juridique Sociale*, 20 mai 2025, n° 20, pp. 24-26, 1150.
6. Précisions sur les modalités de contestation de la désignation d'un représentant syndical au CSE d'établissement d'une entreprise d'au moins 300 salariés (Cass. soc., 12 mars 2025, n° 24-11.468), *La Semaine Juridique Sociale*, 6 mai 2025, n° 18, pp. 41-42, 1133.
7. Quelle computation du délai de recours imparti à l'employeur contre la désignation d'un expert par le CSE (Cass. soc., 5 février 2025, n° 22-21.892), *La Semaine Juridique Sociale*, 1^{er} avril 2025, n° 13, pp. 31-32, 1097.
8. Contestation du refus par l'employeur d'une candidature syndicale au premier tour : obligation d'agir dans les 15 jours suivant le premier tour et faculté de demander l'annulation du second tour à venir (Cass. soc., 22 janvier 2025, n° 23-19.384), *La Semaine Juridique Sociale*, 25 mars 2025, n° 12, pp. 28-29, 1086.
9. Grève : un syndicat peut faire établir les manquements de l'employeur mais non réclamer le paiement des jours de grève (Cass. soc., 22 janvier 2025, n° 23-17.782), *Semaine sociale Lamy*, n° 2132, 31 mars 2025, pp. 20-23.
10. Garantie salariale des représentants du personnel : précisions sur la méthode de détermination de l'évolution salariale en l'absence de catégorie comparable (Cass. soc., 22 janvier 2025, n° 23-20.466), *La Semaine Juridique Sociale*, 18 mars 2025, n° 11, pp. 49-51, 1080.
11. Mesure d'audience des syndicats dans les TPE : invalidation pour fraude au principe d'indépendance de la double candidature d'une union et d'un syndicat non affilié (Cass. soc., 21 novembre 2024, n° 24-20.894), *La Semaine Juridique Sociale*, 14 janvier 2025, n° 1-2, pp. 48-50, 1007.
12. Assimilée à un complément de salaire, l'indemnité versée en cas d'annulation d'une autorisation de licenciement est soumise à la prescription triennale (Cass. soc., 11 décembre 2024, n° 23-10.439), *La Semaine Juridique Sociale*, 4 février 2025, n° 5, pp. 43-44, 1036.

Année 2024

1. Pas de demande de régularisation de la situation individuelle des salariés sous couvert d'une action en défense des intérêts collectifs de la profession (Cass. soc., 6, novembre 2024, n° 22-17.106), *La Semaine Juridique Sociale*, 24 décembre 2024, n° 51-52, pp. 20-21, 1404.
2. Action de substitution d'un syndicat : l'information des salariés doit intervenir au plus tard le

- jour de l'introduction de l'instance (Cass. soc., 23 octobre 2024, n° 23-11.087), *La Semaine Juridique Sociale*, 17 décembre 2024, n° 50, pp. 35-36, 1396.
3. Délai de saisine du juge par le CSE en cas de procédure accélérée au fond : la date d'assignation fait foi (Cass. soc., 9 octobre 2024, n° 23-11.339), *La Semaine Juridique Sociale*, 26 novembre 2024, n° 47, pp. 42-43, 1365.
 4. Protection des salariés à l'échéance du terme d'un CDD : seuls les contrats saisonniers et d'usage sont concernés (Cass. soc., 10 juillet 2024, n° 22-21.856), *La Semaine Juridique Sociale*, 17 septembre 2024, n° 37, pp. 31-35, 1286.
 5. Les chausse-trappes des jours de congé de formation économique, sociale, environnementale et syndicale (Cass. soc., 12 juin 2024, n° 22-18.302), *La Semaine Juridique Sociale*, 30 juillet 2024, n° 30-34, pp. 33-36, 1261.
 6. Action collective et action individuelle : une distinction malaisée (Cass. soc., 29 mai 2024, n° 22-16.433 et n° 22-18.145), *La Semaine Juridique Sociale*, 30 juillet 2024, n° 30-34, pp. 36-39, 1262.
 7. Licenciement pour motif économique et sauvegarde de la compétitivité d'une entreprise associative (CE, 3 avril 2024, n° 471271), *La Semaine Juridique. Entreprise et affaires*, 20 juin 2024, n° 25, pp. 46-47, 1194.
 8. Nullité de la rupture par suite d'une requalification d'un contrat de travail temporaire (Cass. soc., 24 avril 2024, n° 22-21.818), *La Semaine Juridique Sociale*, 11 juin 2024, n° 23, pp. 19-21, 1191.
 9. Licenciement pour motif économique et sauvegarde de la compétitivité d'une entreprise associative (CE, 3 avril 2024, n° 471271), *La Semaine Juridique Sociale*, 4 juin 2024, n° 22, pp. 37-39, 1182.
 10. Pas de condition d'ancienneté pour bénéficier des activités sociales et culturelles du CSE (Cass. soc., 3 avril 2024, n° 22-16-812), *La Semaine Juridique Sociale*, 4 juin 2024, n° 22, pp. 49-51, 1187.
 11. Discrimination syndicale antérieure à un licenciement autorisé par l'Administration : quel office du juge judiciaire ? (Cass. soc., 17 janvier 2024, n° 22-20.778) *La Semaine Juridique Sociale*, 5 mars 2024, n° 9, pp. 45-48, 1070.
 12. Garantie d'évolution salariale des représentants du personnel : Quelle période de référence ? Quel panel de comparaison faut-il retenir ? (Cass. soc., 20 décembre 2023, n° 22-11.676), *La Semaine Juridique Sociale*, 13 février 2024, n° 6, pp. 43-47, 1050.

Année 2023

1. Constitution d'un comité de groupe : une personne physique peut être une entreprise dominante ou une société de participation financière : Cass. soc., 22 novembre 2023, n° 22-19.282, *La Semaine Juridique Sociale*, 7 mars 2023, 1063.
2. Des effets indemnitaires du refus de l'employeur de réintégrer le salarié dont l'autorisation de licenciement est annulée : Cass. soc., 8 novembre 2023, n° 22-17.919, *La Semaine Juridique Sociale*, 26 décembre 2023, 1357.
3. Candidature imminente aux élections : l'employeur ne peut invoquer la fraude qu'en saisissant le juge dans les 15 jours suivant l'élection : Cass. soc., 18 octobre 2023, n° 22-11.339, *La Semaine Juridique Sociale*, 5 décembre 2023, 1326.
4. BDESE : pas de préalable de négociation collective obligatoire : Cass. soc., 4 octobre 2023, n° 21-25.748, *La Semaine Juridique Sociale*, 14 novembre 2023, 1298.
5. Cessation d'activité fautive : le juge judiciaire peut indemniser la perte d'emploi consécutive à un licenciement économique sans se prononcer sur sa cause réelle et sérieuse : Cass. soc., 20 septembre 2023, n° 22-13.494, *La Semaine Juridique Sociale*, 17 octobre 2023, 1269.
6. Licenciement sans cause réelle et sérieuse prononcé en représailles d'une demande d'organisation d'élections professionnelles : quelle administration de la preuve de l'existence d'une discrimination syndicale ? : Cass. soc., 28 juin 2023, n° 22-11.699, *La Semaine Juridique*

Social, 26 septembre 2023, 1243

7. Seuls les membres de la délégation du personnel au CSE peuvent se prévaloir des délais légaux et conventionnels d'inscription d'un point à l'ordre du jour d'une réunion du CSE : Cass. soc., 28 juin 2023, n° 22-10.586, *La Semaine Juridique Social*, 12 septembre 2023, 1229.
8. Un salarié protégé harcelé et discriminé peut-il conclure une convention de rupture exempte de vices du consentement ? : Conseil d'État, 3 avril 2023, n° 459213, *La Semaine Juridique Social*, 25 juillet 2023, 1201.
9. Le licenciement disciplinaire d'un salarié protégé déclaré inapte faisant obstacle à son reclassement : Conseil d'État, 12 avril 2023, n° 458974, *La Semaine Juridique Social*, 11 juillet 2023, 1190.
10. Annulation de l'homologation d'un PSE : le juge judiciaire est compétent pour statuer sur la cause réelle et sérieuse du licenciement des salariés protégés : Cass. soc., 1^{er} juin 2023, n° 21-22.857, *La Semaine Juridique Social*, 4 juillet 2023, 1183.
11. L'autorisation administrative de licenciement pour inaptitude d'un salarié protégé n'empêche pas le juge judiciaire de rechercher son origine : Cass. soc., 19 avril 2023, n° 21-21.349, *La Semaine Juridique Social*, 6 juin 2023, 1146.
12. Pas de consultation des représentants du personnel en cas de licenciement pour motif économique d'un seul salarié : Cass. soc., 5 avr. 2023, n° 21-10.391, *La Semaine Juridique Social*, 16 mai 2023, 1131.
13. Modalités de contestation des représentants de proximité : Cass. soc., 1^{er} février 2023, n° 21-13.206, *La Semaine Juridique Social*, 21 mars 2023, 1075.
14. Licenciement du lanceur d'alerte : compétence et office du juge des référés : Cass. soc., 1^{er} février 2023, n° 21-24.271, *La Semaine Juridique Social*, 7 mars 2023, 1063.
15. Délégué syndical dans une UES : à quel niveau la représentativité du syndicat doit-elle être appréciée ? : Cass. soc., 14 décembre 2022, n° 21-15.585, *La Semaine Juridique Social*, 7 février 2023, 1034.
16. Plénitude de juridiction du tribunal judiciaire pour interpréter l'accord de détermination des établissements distincts, Cass. soc., 14 décembre 2022, n° 21-19.551, *La Semaine Juridique Social*, 24 janvier 2023, 1020.

Année 2022

1. La règle de mixité des listes s'applique à l'élection partielle dans les mêmes conditions que celles de l'élection initiale, Cass. soc., 9 novembre 2022, n° 21-60.183, *La Semaine Juridique Social*, 6 décembre 2022, 1308.
2. Tenue du registre d'alerte en matière de santé et d'environnement : le sacre de l'établissement distinct, Cass. soc., 28 septembre 2022, n° 21-16.993, *La Semaine Juridique Social*, 25 octobre 2022, 1272.
3. Répartition des sièges et du personnel entre les collèges à défaut d'accord préélectoral : pas de décision administrative sans tentative loyale de négociation, Cass. soc., 12 juillet 2022, n° 21-11.420, *La Semaine Juridique Social*, 20 septembre 2022, 1239.
4. Le CSE central seul consulté sur les mesures de santé et de sécurité communes à plusieurs établissements, Cass. soc., 29 juin 2022, n° 21-11.935, *La Semaine Juridique Social*, 13 septembre 2022, 1226.
5. Heures de délégation : il faut payer avant de contester et ne pas abusivement résister, Cass. soc., 1^{er} juin 2022, n° 20-16.836, *La Semaine Juridique Social*, 12 Juillet 2022, 1193.
6. La double protection du salarié protégé lanceur d'alerte, Conseil d'État, 27 avril 2022, n° 437735, *La Semaine Juridique Social*, 12 juillet 2022, 1194.
7. Annulation de l'autorisation de licenciement d'un salarié protégé : le surcoût fiscal n'est pas un préjudice réparable, Cass. soc., 6 avr. 2022, n° 20-22.918, *La Semaine Juridique Social*, 17 mai 2022, 1140.
8. Licenciement d'un salarié protégé prononcé pour des faits commis pour partie après

l'expiration de la période de protection : l'autorisation de l'inspecteur du travail n'est pas requise, Cass. soc., 16 février 2022, n° 20-16.171, *La Semaine Juridique Social*, 19 avril 2022, 1116.

9. Le test du système de vote électronique n'est pas obligatoirement effectué immédiatement avant l'ouverture du scrutin, Cass. soc., 19 janvier 2022, n° 20-17.076, *La Semaine Juridique Social*, 1^{er} mars 2022, 1059.
10. L'élection est contestable dans les 15 jours suivant la proclamation de ses résultats, Cass. soc., 19 janvier 2022, n° 20-17.286, *La Semaine Juridique Social*, 1^{er} mars 2022, 1060.
11. Délégué syndical supplémentaire : l'effectif de 500 salariés dans l'établissement s'apprécie à la date des élections du CSE pour toute la durée du cycle électoral, Cass. soc., 8 décembre 2021, n° 20-17.668, *La Semaine Juridique Social*, 18 janvier 2022, 1014.

Année 2021

1. Pas de résiliation judiciaire du contrat après une autorisation de licenciement annulée sans réintégration du salarié, Cass. soc., 10 novembre 2021, n° 20-12.604, *La Semaine Juridique Social*, 7 décembre 2021, 1310.
2. Ord. n° 2017-1386, 22 sept. 2017 : application de la BDES « nouvelle formule » concomitamment à la mise en place du CSE, Cass. soc., 10 novembre 2021, n° 19-20.123, *La Semaine Juridique Social*, 7 décembre 2021, 1309.
3. Méconnaissance de la règle de mixité des listes : interdiction de remplacement du titulaire dont le mandat est annulé mais élection partielle autorisée, Cass. soc., 22 septembre 2021, n° 20-16.859, *La Semaine Juridique Social*, 9 novembre 2021, 1276.
4. Expertise CSE en vue de la négociation sur l'égalité professionnelle : destinataires, délais, champ et prise en charge des honoraires, Cass. soc., 14 avr. 2021, n° 19-23.589, *La Semaine Juridique Social*, 22 juin 2021, 1165.
5. Détermination des établissements distincts : le juge ne peut pas substituer ses propres motifs à ceux du Drees irrégulièrement saisi, Cass. soc., 3 mars 2021, n° 19-21.086, *La Semaine Juridique Social*, 6 avril 2021, 1094.
6. Droit au paiement des heures de délégation prises au cours d'une période d'inactivité rémunérée, Cass. soc., 3 mars 2021, n° 19-18.150, *La Semaine Juridique Social*, 6 avril 2021, 1093.
7. Validité d'un accord de mise en place d'un comité de groupe se référant aux anciennes IRP, Cass. soc., 27 janvier 2021, n° 19-24.400, *La Semaine Juridique Social*, 9 mars 2021, 1070.
8. Discrimination syndicale : droit « à la preuve » et principe de proportionnalité, Cass. soc., 16 décembre 2020, n° 19-17.637, *La Semaine Juridique Social*, 9 février 2021, 1036.
9. Indemnisation réduite en cas de demande tardive de réintégration pour licenciement nul, Cass. soc., 13 janvier 2021, n° 19-14.050, *La Semaine Juridique Social*, 9 février 2021, 1034.
10. Cessation d'activité fautive : la perte d'emploi consécutive à un licenciement économique irrégulier doit être indemnisée, Cass. soc., 25 novembre 2020, n° 18-13.771 et n° 18-13.772, *La Semaine Juridique Social*, 19 janvier 2021, 1013.

Année 2020

1. RSS : nouvelle désignation autorisée en cas d'annulation des élections, Cass. soc., 4 novembre 2020, n° 19-13.151, *La Semaine Juridique Social*, 15 décembre 2020, 3108.
2. Le préjudice "nécessairement" causé par la faute de l'employeur : réapparition furtive d'un adjectif oublié, Cass. soc., 4 novembre 2020, n° 19-12.775, *La Semaine Juridique Social*, 1^{er} décembre 2020, 3094.
3. Annulation définitive d'une autorisation de licenciement suivie d'une nouvelle autorisation : le salarié doit être indemnisé, Cass. soc., 8 juillet 2020, n° 19-10.534, *La Semaine Juridique Social*, 8 septembre 2020, 3004.

4. Délai imparti au CSE pour rendre son avis : prolongation possible d'un commun accord entre l'employeur et le comité, Cass. soc., 8 juillet 2020, n° 19-10.987, *La Semaine Juridique Sociale*, 4 août 2020, 2098.
5. Prolongation du délai imparti au CSE pour rendre son avis : il faut saisir le juge à temps !, Cass. soc., 27 mai 2020, n° 18-26.483, *La Semaine Juridique Sociale*, 7 juillet 2020, 2070.
6. Remplacement des anciennes IRP par le CSE : sort des accords définissant le nombre et le périmètre des établissements distincts au sein d'une UES, Cass. soc., 25 mars 2020, n° 18-18.401, *La Semaine Juridique Sociale*, 12 mai 2020, 2023.
7. Les membres des commissions disciplinaires ne sont pas des salariés protégés, Cass. soc., 22 janvier 2020, n° 18-21.206, *La Semaine Juridique Sociale*, 3 mars 2020, 1055.
8. Répartition des sièges et du personnel dans les collèges électoraux : la saisine du Direccte proroge les mandats en cours et les mandats échus, Cass. soc., 22 janvier 2020, n° 19-12.896, *La Semaine Juridique Sociale*, 3 mars 2020, 1054.
9. Nul ne peut servir deux maîtres : incompatibilité du mandat d'élu et de représentant syndical au CSE, Cass. soc., 22 janvier 2020, n° 19-13.269, *La Semaine Juridique Sociale*, 3 mars 2020, 1053.
10. Fusion de sociétés : les données de la BDES des 2 années précédentes portent sur les entreprises parties à l'opération de fusion, Cass. soc., 27 novembre 2019, n° 18-22.532, *La Semaine Juridique Sociale*, 21 janvier 2020, 1017.

Année 2019

1. Validation d'un accord minoritaire par référendum : tous les salariés de l'établissement peuvent voter, Cass. soc., 9 octobre 2019, n° 19-10.816, *La Semaine Juridique Sociale*, 17 décembre 2019, 1362.
2. Enquête contradictoire : pas d'audition collective du salarié, CE, 8 novembre 2019, n° 412566, *La Semaine Juridique Sociale*, 17 décembre 2019, 1363.
3. Faits commis avant et après l'expiration de la période de protection : autorisation de licenciement requise, Cass. soc., 23 octobre 2019, n° 18-16.057, *La Semaine Juridique Sociale*, 3 décembre 2019, 1348.
4. Un accord de lutte contre les discriminations syndicales ne doit pas être discriminatoire, Cass. soc., 9 octobre 2019, n° 18-13.529, *La Semaine Juridique Entreprise et Affaires*, 21 novembre 2019, 1529 ; *La Semaine Juridique Sociale*, 12 novembre 2019, 1321.
5. Compétence du conseil de prud'hommes pour rechercher l'origine de l'inaptitude du salarié licencié dont le reclassement est impossible, Cass. soc., 11 septembre 2019, n° 17-31.321 et n° 18-14.971, *La Semaine Juridique Sociale*, 15 octobre 2019, 1293.
6. Le changement de collège électoral d'un élu ne met pas fin à son mandat, CE, 10 juillet 2019, n° 416273, *La Semaine Juridique Sociale*, 15 octobre 2019, 1295.
7. Le salarié protégé doit informer le liquidateur judiciaire des mandats extérieurs qu'il détient, CE, 24 juillet 2019, n° 411058, *La Semaine Juridique Sociale*, 15 octobre 2019, 1294.
8. Un salarié protégé peut être licencié pour des faits commis en dehors de l'exécution de son contrat de travail, CE, 10 juillet 2019, n° 408644, *La Semaine Juridique Edition Générale*, n° 38, 16 septembre 2019, 917 ; *La Semaine Juridique Sociale*, 17 septembre 2019, 1258.
9. Salarié protégé : le juge judiciaire peut examiner les fautes de l'employeur commises avant un licenciement autorisé par l'Administration, Cass. soc., 29 mai 2019, n° 17-23.028, *La Semaine Juridique Sociale*, 16 juillet 2019, 1216.
10. Des dangers de la rupture conventionnelle du contrat de travail d'un salarié protégé, Cass. soc., 15 mai 2019, n° 17-28.547, *La Semaine Juridique Sociale*, 9 juillet 2019, 1201.
11. Indemnité pour violation du statut protecteur du RSS : 30 mois de salaire maximum, Cass. soc., 15 mai 2019, n° 18-11.036, *La Semaine Juridique Sociale*, 9 juillet 2019, 1202.
12. L'obligation de négocier loyalement l'accord de détermination des établissements distincts, Cass. soc., 17 avr. 2019, n° 18-22.948, *La Semaine Juridique Sociale*, 11 juin 2019, 1172.

13. La fixation du lieu des réunions du comité d'entreprise relève des prérogatives de l'employeur, sauf pour celui-ci à répondre d'un éventuel abus dans leur exercice, Cass. soc., 3 avr. 2019, n° 17-31.304, *La Semaine Juridique Sociale*, 14 mai 2019, 1142.
14. Lorsque le licenciement d'un salarié protégé est envisagé, il ne doit pas être en rapport avec les fonctions représentatives normalement exercées ou l'appartenance syndicale de l'intéressé, CE, 20 mars 2019, n° 408658, *La Semaine Juridique Sociale*, 14 mai 2019, 1143.
15. Non-consultation des IRP en cas d'inaptitude d'un salarié protégé : le vice peut être purgé !, CE, 27 février 2019, n° 417249, *La Semaine Juridique Sociale*, 30 avril 2019, 1137.
16. Liquidation d'une pension de vieillesse : privation du droit à réintégration du salarié protégé irrégulièrement licencié, Cass. soc., 13 février 2019, n° 16-25.764, *La Semaine Juridique Sociale*, 2 avril 2019, 1100.
17. Nullité du licenciement d'un salarié protégé dont la réintégration est ineffective, Cass. soc., 5 décembre 2018, n° 16-19.912, *La Semaine Juridique Sociale*, 15 janvier 2019, 1005.

Année 2018

1. Conditions de prise en charge par l'employeur des frais exposés au titre des commissions du comité d'entreprise, Cass. soc., 17 octobre 2018, n° 17-13.256, *La Semaine Juridique Sociale*, 18 décembre 2018, 1410.
2. Indemnisation d'une demande tardive de réintégration pour violation du statut protecteur, Cass. soc., 7 novembre 2018, n° 17-14.716, *La Semaine Juridique Sociale*, 11 décembre 2018, 1401.
3. Séparation des pouvoirs : une frontière ténue, Cass. soc., 20 septembre 2018, n° 17-11.602, 17-11.605 et 17-11.609, *La Semaine Juridique Sociale*, 27 novembre 2018, 1382.
4. Demande de résiliation judiciaire acceptée : pas de droit à réintégration, Cass. soc., 3 octobre 2018, n° 16-19.836, *La Semaine Juridique Sociale*, 13 novembre 2018, 1359.
5. Licenciement d'un salarié protégé : quelles sont les causes d'irrégularité de la consultation du comité social et économique ?, CE, 4 juillet 2018, n° 397059 et CE, 4 juillet 2018, n° 410904, *La Semaine Juridique Sociale*, 16 octobre 2018, 1329.
6. Quelle compétence du juge judiciaire pour apprécier le caractère réel et sérieux du licenciement d'un salarié protégé ?, Cass. soc., 4 juillet 2018, n° 16-26.860 et Cass. soc., 4 juillet 2018, n° 16-26.138, *La Semaine Juridique Sociale*, 4 septembre 2018, 1280.
7. Quelle clé de répartition des sièges dans les collèges électoraux ?, Cass. soc., 6 juin 2018, n° 17-27.175, *La Semaine Juridique Sociale*, 31 juillet 2018, 1267.
8. Le juge judiciaire incompétent pour requalifier un CDD en CDI, Cass. soc., 9 mai 2018, n° 16-20.423, *La Semaine Juridique Sociale*, 26 juin 2018, 1221.
9. Élections professionnelles : de l'obligation de saisir l'administration en l'absence de négociation du protocole électoral, Cass. soc., 9 mai 2018, 17-26.522, *La Semaine Juridique Sociale*, 26 juin 2018, 1220.
10. Salariés protégés : date d'appréciation par le ministre du Travail des mesures de reclassement préalable, CE 13 avril 2018, n° 401767, *La Semaine Juridique Sociale*, 12 juin 2018, 1199.
11. Accord collectif fixant le PSE et libre détermination des catégories professionnelles concernées par le projet de licenciement : CE 7 février 2018, n° 403989, *La Semaine Juridique Sociale*, 13 mars 2018, 1087.
12. Contestation de la rupture conventionnelle du contrat d'un salarié protégé : incompétence du juge judiciaire : Cass. soc., 20 décembre 2017, n° 16-14.880, *La Semaine Juridique Sociale*, 20 février 2018, 1071.
13. Mise en place d'un collège unique dans un établissement distinct : unanimité des syndicats représentatifs : Cass. soc., 22 novembre 2017, n° 16-24.801, *La Semaine Juridique Sociale*, 23 janvier 2018, 1025.
14. De la modification d'une convention en heures sur l'année d'un salarié protégé : Cass. soc.,

13 septembre 2017, n° 15-24.397, *La Semaine Juridique Sociale*, 23 janvier 2018, 1026.

Année 2017

1. Représentants du personnel : acquisition de l'ancienneté d'un an par cumul des périodes travaillées dans l'ensemble des établissements, Cass. soc., 11 octobre 2017, n° 16-60.295, *La Semaine Juridique Sociale*, 5 décembre 2017, 1393.
2. Absence d'effet rétroactif de l'annulation de la désignation d'un représentant de section syndicale, Cass. soc., 11 octobre 2017, n° 16-11.048, *La Semaine Juridique Sociale*, 28 novembre 2017, 1385.
3. Candidature prématurée : protection au titre d'une candidature imminente si celle-ci est confirmée, Cass. soc., 11 octobre 2017, n° 16-10.139, *La Semaine Juridique Sociale*, 28 novembre 2017, 1384.
4. De la validité d'une convocation des délégués du personnel par voie électronique, Cass. soc., 23 mai 2017, n° 15-24.713, *La Semaine Juridique Sociale*, 5 septembre 2017, 1269.
5. Utilisation d'heures de délégation pendant un repos compensateur : quelle concordance des temps ?, Cass. soc., 23 mai 2017, n° 15-25.250, *La Semaine Juridique Sociale*, 25 juillet 2017, 1244.
6. De la protection post mandat du salarié dont l'autorisation de licenciement est annulée, Cass. soc., 17 mai 2017, n° 14-29.610, *La Semaine Juridique Sociale*, 11 juillet 2017, 1234.
7. Droit à réintégration du conseiller du salarié en cas d'annulation d'une autorisation de licenciement, Cass. soc., 17 mai 2017, n° 16-14.979, *La Semaine Juridique Sociale*, 4 juillet 2017, 1225.
8. La consultation d'une institution représentative du personnel incompétente vaut absence de consultation, CE 20 mars 2017, n° 391226, *La Semaine Juridique Sociale*, 23 mai 2017, 1172.
9. Salariés protégés : transfert total d'une entité économique sans comité d'établissement et autorisation de l'inspecteur du travail, Cass. soc., 23 mars 2017, n° 15-24.005, n° 15-24.022, n° 15-24.831, *La Semaine Juridique Sociale*, 16 mai 2017, 1164.
10. Statut protecteur : application aux membres de toutes les commissions paritaires professionnelles, Cass. soc., 1^{er} février 2017, n° 15-24.310, *La Semaine Juridique Sociale*, 4 avril 2017, 1107.
11. Recours contre les décisions de l'Administration antérieures à la loi du 6 août 2015 : incompétence du juge judiciaire, Cass. soc., 1^{er} février 2017, n° 16-60.062, *La Semaine Juridique Sociale*, 21 mars 2017, 1093.
12. Mise en place d'une DUP : le défaut de consultation des délégués du personnel entraîne l'annulation des élections, Cass. soc., 7 décembre 2016, n° 15-25.317, *La Semaine Juridique Sociale*, 7 mars 2017, 1070.
13. Droit d'opposition des syndicats majoritaires : computation du délai de 8 jours, Cass. soc., 10 janvier 2017, *La Semaine Juridique Sociale*, 28 février 2017, 1061.
14. Inaptitude dans un établissement de moins de 11 salariés : avis obligatoire des DP d'un autre établissement auquel les salariés doivent être rattachés, Cass. soc., 7 décembre 2016, n° 14-27.232, *La Semaine Juridique Sociale*, 7 février 2017, 1042.

Année 2016

1. Mutation d'un représentant du personnel dans un autre établissement : fin du mandat : Cass. soc., 3 novembre 2016, n° 15-16.026, *La Semaine Juridique Sociale*, 20 décembre 2016, 1437.
2. CCE / comité d'établissement : double consultation si des mesures de mise en œuvre locale sont nécessaire : Cass. soc., 21 septembre 2016, n° 15-13.364, *La Semaine Juridique Sociale*, 20 décembre 2016, 1435.
3. Réintégration d'un salarié en exécution d'une décision judiciaire : pas de nouvelles relations

- contractuelles entre les parties : Cass. soc., 11 juillet 2016, n° 14-29.094, *La Semaine Juridique Social*, 2 novembre 2016, 1373.
4. Salarié élu en qualité de représentant du personnel auprès du conseil d'administration d'une caisse de sécurité sociale : pas de statut protecteur : Cass. soc., 1er juin 2016, n° 14-26.928, *La Semaine Juridique Social*, 2 novembre 2016, 1372.
 5. Le comité d'entreprise est un non-professionnel pour l'application du Code de la consommation : Cass. 1re civ., 15 juin 2016, n° 15-17.369, *La Semaine Juridique Social*, 18 octobre 2016, 1351.
 6. La cassation d'un jugement ayant annulé un premier scrutin n'entraîne pas par elle-même l'annulation du second : Cass. soc., 12 avril 2016, n° 15-18.652, *La Semaine Juridique Social*, 18 octobre 2016, 1350.
 7. L'urne transparente ne fait pas partie des principes généraux du droit électoral : Cass. soc., 24 mai 2016, n° 15-20.541, *La Semaine Juridique Social*, 18 octobre 2016, 1349.
 8. Élections partielles : tous les postes vacants sont concernés : Cass. soc., 24 mai 2016, n° 15-19.866, *La Semaine Juridique Social*, 18 octobre 2016, 1348.
 9. Désignation d'un salarié intérimaire en qualité de RSS : Cass. soc., 11 mai 2016, n° 15-17.200, *La Semaine Juridique Social*, 2 août 2016, 1281.
 10. Effets de l'annulation des élections sur la désignation d'un délégué syndical ou d'un représentant syndical au comité d'entreprise : Cass. soc., 11 mai 2016, n° 15-60.171 et n° 15-60.172, *La Semaine Juridique Social*, 2 août 2016, 1279.
 11. Durée du mandat et expression d'un avis sur la situation d'un salarié victime d'incapacité physique : Cass. soc., 11 mai 2016, n° 14-12.169, *La Semaine Juridique Social*, 2 août 2016, 1278.
 12. Protection des candidats aux élections et licenciement collectif : information de l'employeur, Cass. soc., 6 avril 2016, n° 14-12.724, *La Semaine Juridique Social*, 28 juin 2016, 1233.
 13. Heures de délégation : les sommes correspondant au remboursement de frais professionnels non exposés n'ont pas à être payées : Cass. soc., 3 février 2016, n° 14-18.777 et n° 14-18.778, *La Semaine Juridique Social*, 31 mai 2016, 1189.
 14. Deux syndicats utilisant le même sigle confédéral ne peuvent pas désigner chacun un RSS dans le même établissement : Cass. soc., 17 février 2016, n° 14-23.854 et Cass. soc., 17 février 2016, n° 14-25.711, *La Semaine Juridique Social*, 17 mai 2016, 1167.
 15. Non déduction des rémunérations ou revenus de remplacement de l'indemnité compensatrice due en cas nullité du licenciement pour fait de grève : Cass. soc., 25 novembre 2015, n° 14-20.527, *La Semaine Juridique Social*, 15 mars 2016, 1090.
 16. Expiration de la période de protection avant que l'autorité administrative ne statue : l'employeur peut licencier selon la procédure de droit commun : Cass. soc., 6 janvier 2016, n° 14-12.717, *La Semaine Juridique Social*, 15 mars 2016, 1088.
 17. Un nouveau critère d'attribution des sièges du CHSCT réservés aux cadres : l'âge des candidats : Cass. soc., 14 décembre 2015, n° 14-26.992, *La Semaine Juridique Social*, 23 février 2016, 1070.
 18. Annulation d'une autorisation de licenciement : le salarié doit être indemnisé du préjudice moral qu'il a subi : Cass. soc., 12 novembre 2015, n° 14-10.640, *La Semaine Juridique Social*, 12 janvier 2016, 1007.

Année 2015

1. Liste d'émargement non signée par les membres du bureau de vote = violation d'un principe général du droit électoral justifiant l'annulation des élections : Cass. soc., 30 septembre 2015, n° 14-25.925, *La Semaine Juridique Social*, 22 décembre 2015, 1473.
2. Les membres du conseil d'administration des établissements d'enseignement agricole ne sont pas des salariés protégés : Cass. soc., 14 octobre 2015, n° 14-14.196, *La Semaine Juridique Social*, 8 décembre 2015, 1453.

3. Mandat extérieur à l'entreprise et transfert du contrat de travail : de la nécessaire information du nouvel employeur, Cass. soc., 15 avril 2015, n° 13-25.283, *La Semaine Juridique Sociale*, 29 septembre 2015, 1349.
4. Violation du statut protecteur des représentants élus du personnel : 30 mois d'indemnité maximum : Cass. soc., 15 avril 2015, n° 13-24.182, *La Semaine Juridique Sociale*, 29 septembre 2015, 1348.
5. Pas de licenciement pour faute pour des faits commis dans l'exercice du mandat, sauf méconnaissance d'une obligation contractuelle : CE, 27 mars 2015, n° 371174, *La Semaine Juridique Sociale*, 22 septembre 2015, 1333.
6. L'autorité administrative doit être informée des mandats obtenus après convocation à l'entretien préalable au licenciement : CE, 27 mars 2015, n° 366166, *La Semaine Juridique Sociale*, 22 septembre 2015, 1332.
7. Dans le cadre d'une demande d'autorisation d'un licenciement d'un salarié protégé, l'inspecteur du travail ne contrôle pas la validité du PSE : CE, 25 février 2015, n° 375590, *La Semaine Juridique Sociale*, 1er septembre 2015, 1301.
8. Inaptitude d'origine professionnelle : consultation des délégués du personnel : Cass. soc., 25 mars 2015, n° 13-28.229, *La Semaine Juridique Sociale*, 1er septembre 2015, 1300.
9. À propos du comité central d'entreprise : caducité de la décision administrative antérieure à un accord préélectoral : Cass. soc., 28 janvier 2015, n° 14-15.817, *La Semaine Juridique Sociale*, 26 mai 2015, 1186.
10. Pas d'effet rétroactif de l'annulation de la désignation d'un délégué syndical : Cass. soc., 16 décembre 2014, n° 13-15.081, *La Semaine Juridique Sociale*, 17 mars 2015, 1090.
11. Annulation d'une autorisation de licenciement d'un représentant syndical : protection complémentaire identique à celle des élus : Cass. soc., 16 décembre 2014, n° 13-21.203, *La Semaine Juridique Sociale*, 17 mars 2015, 1089.
12. Discrimination syndicale : l'entrave ne la caractérise pas nécessairement : Cass. soc., 8 octobre 2014, n° 13-16.720, *La Semaine Juridique Sociale*, 20 janvier 2015, 1018.
13. Confidentialité des informations données au comité d'entreprise et protection des intérêts légitimes de l'entreprise : Cass. soc., 5 novembre 2014, n° 13-17.270, *La Semaine Juridique Sociale*, 20 janvier 2015, 1017.
14. Articulation du délai de prescription des fautes disciplinaires et des recours administratifs et contentieux : Cass. soc., 29 septembre 2014, n° 12-28.679, *La Semaine Juridique Sociale*, 13 janvier 2015, 1008.

Année 2014

1. Sanction du licenciement prononcé post-mandat : Cass. soc., 9 juillet 2014, n° 13-16.434 et n° 13-16.805, *La Semaine Juridique Sociale*, 9 décembre 2014, 1474.
2. Conditions de recours à l'assistance d'un expert-comptable « concentration » : Cass. soc., 2 juill. 2014, n° 13-17.357, *La Semaine Juridique Sociale*, 21 octobre 2014, 1410.
3. Assiette de la subvention de fonctionnement du comité d'entreprise : Cass. soc., 9 juill. 2014, n° 13-17.470, *La Semaine Juridique Sociale*, 14 octobre 2014, 1399.
4. Pas d'unité économique et sociale entre un groupement d'employeurs et ses membres : Cass. soc., 24 juin 2014, n° 13-11.593, *La Semaine Juridique Sociale*, 23 septembre 2014, 1366.
5. Effet de la prise d'acte de la rupture du contrat de travail d'un salarié protégé : Cass. soc., 12 mars 2014, n° 12-20.108, *La Semaine Juridique Sociale*, 16 septembre 2014, 1352.
6. Décision de refus de licenciement de l'inspecteur du travail : les motifs s'imposent au juge judiciaire : Cass. soc., 8 avr. 2014, n° 13-10.969, *La Semaine Juridique Sociale*, 16 septembre 2014, 1353.
7. Validité d'un accord de prorogation des mandats appliqué sans réserve : Cass. soc., 4 févr. 2014, n° 11-27.134, *La Semaine Juridique Sociale*, 10 juin 2014, 1240.

Année 2013

1. Sanctions d'un protocole préélectoral irrégulier : Cass. soc., 4 juillet 2012, n° 11-60.229, n° 11-60.230 et n° 11-60.232, *La Semaine Juridique Sociale*, 17 septembre 2013, 1364.
2. Défaut d'invitation à la négociation du protocole : seul le syndicat intéressé peut agir : Cass. soc., 24 octobre 2012, n° 11-60.199, *La Semaine Juridique Sociale*, 17 septembre 2013, 1363.
3. Paiement des heures de délégation des gérants non salariés des succursales de commerce alimentaire : Cass. soc., 9 janvier 2013, n° 11-26.418, *La Semaine Juridique Sociale*, 17 septembre 2013, 1362.
4. Électorat et éligibilité des salariés temporaires : les conditions d'ancienneté s'apprécient le jour du premier tour de scrutin : Cass. soc., 26 sept. 2012, n° 11-25.420, *La Semaine Juridique Sociale*, 16 juillet 2013, 1303.

Année 2012

1. Protection du travailleur temporaire conseiller du salarié : Cass. soc., 13 février 2012, n° 11-21.946, *La Semaine Juridique Sociale*, 10 juillet 2012, 1312.
2. Délai de contestation de la représentativité d'un syndicat : Cass. soc., 31 janvier 2012, n° 10-25.429, *La Semaine Juridique Sociale*, 8 mai 2012, 1213.
3. Réintégration du salarié protégé en cas d'annulation de l'autorisation administrative de licenciement : Cass. soc., 18 novembre 2011, n° 11-40.067, *La Semaine Juridique Sociale*, 17 avril 2012, 1183.
4. Transfert total ou transfert partiel d'établissement : critères : Cass. soc., 15 novembre 2011, n° 10-15.294, *La Semaine Juridique Sociale*, 17 avril 2012, 1182.
5. Délai de contestation de la désignation d'un représentant syndical de droit : Cass. soc., 25 janvier 2012, n° 11-10.978, *La Semaine Juridique Sociale*, 17 avril 2012, 1181.
6. Liste commune : représentant commun au comité d'entreprise : Cass. soc., 31 janvier 2012, n° 11-11.856, *La Semaine Juridique Sociale*, 17 avril 2012, 1179.
7. Négociation du protocole préélectoral et délai d'organisation des élections : Cass. soc., 25 janvier 2012, n° 11-60.093, *La Semaine Juridique Sociale*, 10 avril 2012, 1170.
8. Partage des voix lors de l'élection des membres du bureau : le triomphe de l'âge : Cass. soc., 30 novembre 2011, n° 10-23.986, *La Semaine Juridique Sociale*, 27 mars 2012, 1141.
9. L'heure de dépôt des listes de candidats doit être respectée : Cass. soc., 9 novembre 2011, n° 10-28.838, *La Semaine Juridique Sociale*, 27 mars 2012, 1140.
10. Pas de réunion de négociation de l'accord préélectoral = annulation de l'élection faute de saisine de l'autorité administrative : Cass. soc., 9 novembre 2011, n° 11-60.029 à N° 11-60.032, *La Semaine Juridique Sociale*, 27 mars 2012, 1139.
11. Pas d'élections partielles faute d'en remplir les conditions légales : Cass. soc., 30 novembre 2011, n° 11-12.097, *La Semaine Juridique Sociale*, 27 mars 2012, 1138.
12. Sanction d'un protocole d'accord électoral irrégulier : Cass. soc., 6 octobre 2011, n° 11-60.035, *La Semaine Juridique Sociale*, 20 mars 2012, 1125.
13. Remplacement d'un membre du CCE et tenue d'une réunion par visioconférence : Cass. soc., 26 octobre 2011, n° 10-20.918, *La Semaine Juridique Sociale*, 10 janvier 2012, 1009.
14. Rivalité entre syndicats appartenant à une même confédération : pas de cumul des suffrages en cas de double liste : Cass. soc., 26 octobre 2011, n° 11-10.290 et n° 11-60.003, *La Semaine Juridique Sociale*, 10 janvier 2012, 1008.

Année 2011

1. La décision d'incompétence de l'inspecteur du travail lie le juge judiciaire : Cass. soc., 4 octobre 2011, n° 10-18.023, *La Semaine Juridique Sociale*, 20 décembre 2011, 1586.
2. Le choix de mettre en place une délégation unique du personnel appartient à l'employeur. En

- matière de contentieux électoral il est statué sans frais : Cass. soc., 28 septembre 2011, n° 10-21.752, *La Semaine Juridique Social*, 13 décembre 2011, 1573.
3. Salariés mis à disposition : DP ici, membre du CE là : Cass. soc., 28 septembre 2011, n° 10-27.374, *La Semaine Juridique Social*, 29 novembre 2011, 1550.
 4. Nullité du transfert du contrat de travail d'un salarié protégé sans autorisation de l'inspecteur du travail : Cass. soc., 31 mai 2011, n° 10-17.460, *La Semaine Juridique Social*, 27 septembre 2011, 1432.
 5. Dépôt d'une liste : nécessité d'un mandat exprès : Cass. soc., 15 juin 2011, n° 10-25.282, *La Semaine Juridique Social*, 27 septembre 2011, 1430.
 6. Défaut de mise en place d'une IRP : une faute dont les salariés peuvent demander réparation : Cass. soc., 17 mai 2011, *La Semaine Juridique Social*, 20 septembre 2011, 1419.
 7. Preretraite d'entreprise = la rupture doit être autorisée : Cass. soc., 6 juillet 2011, *La Semaine Juridique Social*, 13 septembre 2011, 1406.
 8. Détermination de la représentativité par l'audience syndicale : une règle d'ordre public absolu : Cass. soc., 18 mai 2011, *La Semaine Juridique Social*, 13 septembre 2011, 1404.
 9. Licenciement d'un salarié protégé : étendue de la compétence du juge judiciaire : Cass. soc., 3 mai 2011, *La Semaine Juridique Social*, 2 août 2011, 1377.
 10. Date d'appréciation de la validité d'un protocole préélectoral : Cass. soc., 5 avril 2011, *La Semaine Juridique Social*, 12 juillet 2011, 1342.
 11. Effets de la prise d'acte de la rupture du contrat de travail : Cass. soc., 16 février 2011, *La Semaine Juridique Social*, 21 juin 2011, 1301.
 12. Date du recours en contestation d'une élection : Cass. soc., 6 janvier 2011, *La Semaine Juridique Social*, 31 mai 2011, 1276.
 13. Faits de la vie personnelle et autorisation de licenciement : CE, 15 décembre 2010, n° 316856, *La Semaine Juridique Social*, 17 mai 2011, 1247.
 14. Double majorité du protocole d'accord préélectoral : incidence des ratures : Cass. soc., 6 janvier 2011, *La Semaine Juridique Social*, 10 mai 2011, 1232.
 15. Double appartenance syndicale et désignation d'un représentant syndical : Cass. soc., 14 décembre 2010, *La Semaine Juridique Social*, 5 avril 2011, 1173.
 16. Heures de délégation dans l'enseignement privé et décharge d'activité au titre de la fonction publique : Cass. soc., 13 octobre 2010, n° 09-67.198, *La Semaine Juridique Social*, 29 mars 2011, 1157.
 17. Protection du salarié qui a demandé l'organisation d'élections : Cass. soc., 13 octobre 2010, n° 09-41.916, *La Semaine Juridique Social*, 29 mars 2011, 1158.
 18. Annulation du scrutin du fait du retrait d'un candidat entre les deux tours sans information du syndicat intéressé : Cass. soc., 13 octobre 2010, n° 09-60.233, *La Semaine Juridique Social*, 22 mars 2011, 1142.
 19. Organisation d'élections complémentaires de délégués du personnel : Cass. soc., 13 octobre 2010, n° 09-60.206, *La Semaine Juridique Social (JCP S)*, 11 janvier 2011, 1009.

Année 2010

1. Pas de résiliation judiciaire après une autorisation administrative de licenciement : Cass. soc., 29 septembre 2010, *La Semaine Juridique Social (JCP S)*, 23 novembre 2010, 1502.
2. Conséquences de l'échec d'une période probatoire stipulée dans le contrat d'un salarié protégé : Cass. soc., 30 septembre 2010, *La Semaine Juridique Social (JCP S)*, 3 novembre 2010, 1501.
3. Sur le point de départ de la protection du conseiller du salarié : Cass. soc., 22 septembre 2010, *La Semaine Juridique Social (JCP S)*, 16 novembre 2010, 1487.
4. Les statuts des syndicats doivent couvrir le champ géographique et professionnel de l'entreprise dans laquelle ils présentent des liste : Cass. soc., 22 septembre 2010, *La Semaine Juridique Social (JCP S)*, 9 novembre 2010, 1471.

5. L'audience électorale s'apprécie tous collèges confondus peu important que le syndicat n'ait pas présenté de candidat dans chacun des collèges : *Cass. soc., 22 septembre 2010, La Semaine Juridique Sociale (JCP S), 3 novembre 2010, 1459.*
6. Reddition des comptes : une règle édictée au profit du comité d'entreprise : *Cass. soc., 1^{er} juin 2010, JCP (S), 21 septembre 2010, 1376.*
7. Conditions de validité d'un avenant à un protocole électoral : *Cass. soc., 7 juillet 2010, JCP (S), 21 septembre 2010, 1375.*
8. La contestation des résultats du premier tour des élections n'est recevable que si elle est faite dans les quinze jours suivant ce premier tour : *Cass. soc., 26 mai 2010, JCP (S), 7 septembre 2010, 1348.*
9. Le résultat du calcul obtenu pour la première répartition des sièges est toujours arrondi au nombre entier inférieur : *Cass. soc., 26 mai 2010, JCP (S), 7 septembre 2010, 1347.*
10. Électorat et éligibilité des salariés mis à disposition : *Cass. soc., 26 mai 2010, JCP (S), 7 septembre 2010, 1346.*
11. Variations autour de l'obligation de reclassement et de l'acceptation d'une convention d'ASFNE : *Cass. soc., 3 mars 2010, JCP (S), 20 juillet 2010, 1312.*
12. Le juge doit prendre en compte les éléments survenus entre le moment où l'employeur envisage les licenciements de représentants du personnel et celui où il les notifie : *Cass. soc., 30 mars 2010, JCP (S), 22 juin 2010, 1260.*
13. Exercice d'une fonction représentative : pas de perte de rémunération : *Cass. soc., 3 mars 2010, JCP (S), 15 juin 2010, 1246.*
14. Rémunération des travailleurs temporaires et budgets du comité d'entreprise : *Cass. soc., 10 mars 2010, JCP (S), 8 juin 2010, 1232.*
15. Transfert d'un salarié protégé : application du principe de séparation des pouvoirs : *Cass. soc., 3 mars 2010, JCP (S), 1^{er} juin 2010, 1221.*
16. Le renouvellement du comité d'entreprise emporte la fin du mandats des représentants syndicaux : *Cass. soc., 10 mars 2010, JCP (S), 23 mai 2010, 1205.*
17. Représentativité syndicale : les dispositions transitoires de la loi du 20 août 2008 restent applicables en cas de carence aux élections : *Cass. soc., 10 février 2010, JCP (S), 6 avril 2010, 1143.*
18. Le refus opposé par un salarié protégé à un changement de ses conditions de travail constitue une faute : *Conseil d'État, 7 décembre 2009, JCP (S), 2 mars 2010, 1096.*
19. La demande d'autorisation de licenciement doit mentionner tous les mandats détenus par le salarié protégé : *Conseil d'État, 7 décembre 2009, JCP (S), 2 mars 2010, 1095.*
20. L'action en contestation d'un protocole électoral réduisant la durée des mandats doit être introduite dans un délai de quinze jours suivant les élections : *Cass. soc., 16 décembre 2009, JCP (S), 2 mars 2010, 1094.*
21. Les documents utiles à la mission de l'expert-comptable comprennent les données que possède l'employeur : *Cass. soc., 15 décembre 2009, JCP (S), 23 février 2010, 1085.*
22. Salariés protégés sans papiers, « débadgés » ou privés de permis de conduire : quels effets sur l'exécution de leur contrat de travail ? : *Cass. soc., 5 novembre 2009 ; Cass. soc., 2 décembre 2009, n° 08-42.037 et n° 08-43.466 : JCP (S), 16 février 2010, 1072.*
23. La désignation de l'expert-comptable doit s'exercer dans un délai raisonnable au moment où les comptes lui sont transmis : *Cass. soc., 15 décembre 2009, JCP (S), 16 février 2010, 1071.*
24. Modalités de désignation d'un représentant syndical au comité d'entreprise : *Cass. soc., 4 novembre 2009, JCP (S), 9 février 2010, 1059.*
25. La loi du 20 août 2008 n'est pas applicable aux négociations préélectorales engagées avant son entrée en vigueur : *Cass. soc., 21 octobre 2009, JCP (S), 9 février 2010, 1058.*
26. Contestation de la désignation d'un représentant de section syndicale : nécessité d'une déclaration au greffe du tribunal d'instance : *Cass. soc., 18 novembre 2009, JCP (S), 9 février 2010, 1064.*
27. Prorogation du délai de recours contentieux et octroi du statut protecteur en dépit de

l'irrégularité du mandat : *Conseil d'État*, 7 octobre 2009, *JCP (S)*, 9 février 2010, 1065.

28. Assistance d'un comité d'établissement par un expert-comptable pour l'examen annuel des comptes : *Cass. soc.*, 18 novembre 2009, *JCP (S)*, 9 février 2010, 1060.

Année 2009

1. Alerte économique : étendue de la mission de l'expert-comptable : *Cass. soc.*, 29 septembre 2009, *JCP (S)*, 22 décembre 2009, 1598.
2. Sur l'inaptitude du salarié ayant partiellement pour origine un accident ou une maladie professionnelle : *Cass. soc.*, 23 septembre 2009, *JCP (S)*, 22 décembre 2009, 1595.
3. La violation de l'article L. 1224-1 du Code du travail porte atteinte à l'intérêt collectif de la profession : *Cass. soc.*, 23 septembre 2009, *JCP (S)*, 15 décembre 2009, 1584.
4. Du défaut d'invitation d'un syndicat représentatif à la négociation d'un accord collectif : *Cass. soc.*, 8 juillet 2009, *JCP (S)*, 13 octobre 2009, 1468.
5. De la recevabilité du pourvoi contre un jugement préelectoral : *Cass. soc.*, 23 septembre 2009, *JCP (S)*, 13 octobre 2009, 1467 ; *JCP (G)*, 26 octobre 2009, 1386.
6. Du contrôle judiciaire de l'obligation de reclassement interne d'un salarié protégé licencié pour motif économique : *Cass. soc.*, 23 juin 2009, *JCP (S)*, 22 septembre 2009, 1422.
7. Sur les informations devant être délivrées aux négociateurs d'un accord préelectoral : *Cass. soc.*, 13 mai 2009, *JCP (S)*, 15 septembre 2009, 1406.
8. Le refus par un salarié protégé d'une modification de ses conditions de travail peut constituer un comportement fautif : *Conseil d'État*, 14 novembre 2008, *JCP (S)*, 8 septembre 2009, 1393.
9. Sur les conditions de désignation d'un délégué du personnel comme délégué syndical : *Cass. soc.*, 29 avril 2009, *JCP (S)*, 8 septembre 2009, 1392.
10. Pas d'ubiquité du comité d'entreprise en cas de transfert partiel d'établissement : *Cass. soc.*, 13 mai 2009, *JCP (S)*, 1^{er} septembre 2009, 1376 ; *JCP (E)*, 10 septembre 2009, 1849.
11. L'exercice des droits syndicaux à La Poste n'est pas réservé aux seuls syndicats représentatifs : *Conseil d'État*, 15 mai 2009, *JCP (S)*, 1^{er} septembre 2009, 1375.
12. Les accessoires du salaire entrent dans le calcul de la rémunération des heures de délégation : *Cass. soc.*, 11 mars 2009, *JCP (S)*, 28 juillet 2009, 1363.
13. Autorisation administrative de licenciement d'un salarié protégé et compétence du juge judiciaire : *Cass. soc.*, 18 mars 2009, *JCP (S)*, 14 juillet 2009, 1322.
14. Sur les heures de délégation des maîtres des établissements d'enseignement privé : *Cass. soc.*, 31 mars 2009, *JCP (S)*, 14 juillet 2009, 1321.
15. Sur les attributions d'un comité d'établissement en l'absence de comité central d'entreprise : *Cass. soc.*, 4 mars 2009, *JCP (S)*, 23 juin 2009, 1288.
16. Effet de l'annulation du mandat d'un représentant syndical au comité d'entreprise : *Cass. soc.*, 4 mars 2009, *JCP (S)*, 16 juin 2009, 1275.
17. Portée de la date limite de dépôt des candidatures fixée par l'employeur : *Cass. soc.*, 4 mars 2009, *JCP (S)*, 16 juin 2009, 1274.
18. Mandats sociaux et reconnaissance d'une unité économique et sociale : *Cass. soc.*, 4 mars 2009, *JCP (S)*, 16 juin 2009, 1273.
19. À propos de l'augmentation du nombre de représentants syndicaux par voie d'usage ou d'engagement unilatéral : *Cass. soc.*, 4 mars 2009, *JCP (S)*, 16 juin 2009, 1272.
20. Désignation d'un délégué syndical, présomption de représentativité et règle de concordance : *Cass. soc.*, 11 février 2009, *JCP (S)*, 2 juin 2009, 1242.
21. Effets de la décision administrative reconnaissant la perte d'établissement distinct : *Cass. crim.*, 6 janvier 2009 et *Cass. soc.*, 13 janvier 2009, *JCP (S)*, 12 mai 2009, 1216.
22. Sur les conditions de validité du remplacement d'un délégué syndical : *Cass. soc.*, 11 février 2009, *JCP (S)*, 5 mai 2009, 1203.
23. Sur les conditions de désignation d'un délégué syndical supplémentaire pour l'encadrement :

- Cass. soc., 14 janvier 2009, JCP (S), 5 mai 2009, 1202.*
24. Conditions d'attribution du statut protecteur au salarié dont la candidature à une élection est imminente : *Cass. soc., 28 janvier 2009, JCP (S), 28 avril 2009, 1193.*
 25. À propos de la rémunération de l'expert-comptable assistant le comité d'entreprise : *Cass. soc., 28 janvier 2009, JCP (S), 28 avril 2009, 1192.*
 26. Effets de l'annulation d'une autorisation de transfert d'un salarié protégé : *Cass. soc., 13 janvier 2009, JCP (S), 17 mars 2009, 1127.*
 27. Effet d'un transfert partiel d'activités sur les mandats du salarié protégé : *Cass. soc., 17 décembre 2008, JCP (S), 10 mars 2009, 1117.*
 28. Conditions de modification d'un accord d'entreprise en l'absence de clause de révision : *Cass. soc., 13 novembre 2008, JCP (S), 10 mars 2009, 1116.*
 29. Effet de l'annulation d'une décision d'incompétence de l'inspecteur du travail concernant un salarié protégé : *Cass. soc., 21 octobre 2008, JCP (S), 3 mars 2009, 1101.*
 30. Recours gracieux et enquête de l'inspecteur du travail en cas de licenciement d'un salarié protégé : *CE, 5 septembre 2008, JCP (S), 3 mars 2009, 1100.*
 31. Effet de l'annulation d'une décision autorisant le licenciement d'un salarié protégé : *Cass. soc., 13 novembre 2008, JCP (S), 17 février 2009, 1087.*
 32. Heures de délégation et maintien du salaire : *Cass. soc., 28 octobre 2008, JCP (S), 17 février 2009, 1086.*
 33. Sur la compétence du juge judiciaire pour connaître des litiges portant sur un accord de participation : *Cass. soc., 2 décembre 2008, JCP (S), 10 février 2009, 1074.*
 34. Critères des activités sociales et culturelles relevant du monopole de gestion du comité d'entreprise : *Cass. soc., 2 décembre 2008, JCP (S), 10 février 2009, 1071.*
 35. Portée de la publication de la liste électorale : *Cass. soc., 18 novembre 2008, JCP (S), 10 février 2009, 1070.*

Année 2008

1. Sur la liquidation de l'astreinte prononcée à l'appui d'une ordonnance de réintégration : *Cass. soc., 23 septembre 2008, JCP (S), 9 décembre 2008, 1651.*
2. Sur les conséquences d'une pluralité de bulletins de vote placés dans une enveloppe à l'occasion des élections professionnelles : *Cass. soc., 24 septembre 2008, JCP (S), 25 novembre 2008, 1619.*
3. Durée de mandat et électorat : *Cass. soc., 24 septembre 2008, JCP (S), 25 novembre 2008, 1618.*
4. Variations sur la réintégration ou le défaut de réintégration du salarié protégé : *Cass. soc., 25 juin 2008, JCP (S), 7 octobre 2008, 1524.*
5. Sur la compatibilité des règles relatives à la durée du travail et l'utilisation des heures de délégation par un représentant du personnel : *Cass. soc., 25 juin 2008, JCP (S), 30 septembre 2008, 1511.*
6. Sur les modalités de paiement des heures de délégation et du temps passé en réunion par un représentant du personnel : *Cass. soc., 11 juin 2008, JCP (S), 23 septembre 2008, 1497.*
7. Étendue des pouvoirs d'un comité d'établissement pour désigner un expert-comptable en vue de l'examen annuel des comptes : *Cass. soc., 27 mai 2008, JCP (S), 23 septembre 2008, 1496.*
8. Activités sociales et culturelles et congé de formation économique, sociale ou syndicale : *Cass. soc., 16 avril 2008, JCP (S), 1^{er} juillet 2008, 1378.*
9. Un salarié assimilé au chef d'entreprise peut-il être désigné délégué syndical dans une unité économique et sociale ? : *Cass. soc., 16 avril 2008, JCP (S), 24 juin 2008, 1369.*
10. L'employeur peut-il contrôler l'usage du crédit d'heures d'un élu local ? : *Cass. soc., 16 avril 2008, JCP (S), 17 juin 2008, 1355.*
11. Les délégués au comité central d'entreprise sont élus au scrutin majoritaire uninominal à un

- tour : *Cass. soc.*, 5 mars 2008, *JCP (S)*, 3 juin 2008, 1324.
12. L'étendue du champ d'investigation de l'expert-comptable du comité d'entreprise : *Cass. soc.*, 5 mars 2008, *JCP (S)*, 3 juin 2008, 1323.
 13. Sur la mutation d'office d'un fonctionnaire représentant du personnel : *Cass. soc.*, 5 mars 2008, *JCP (S)*, 27 mai 2008, 1309.
 14. Les fonctionnaires mis à disposition d'une entreprise doivent être inclus dans le calcul des effectifs : *Cass. soc.*, 1er avril 2008, 2 espèces, *JCP (S)*, 27 mai 2008, 1308.
 15. L'employeur doit exposer les motifs de la décision envisagée lors de l'entretien préalable au licenciement : *Cons. d'État*, 19 mars 2008, *JCP (S)*, 20 mai 2008, 1291.
 16. L'attribution des sièges restant à pourvoir en cas de liste incomplète : *Cass. soc.*, 12 mars 2008, *JCP (S)*, 20 mai 2008, 1290.
 17. Sur l'action tendant à la reconnaissance d'un contrat de travail : *Cass. soc.*, 23 janvier 2008, *JCP (S)*, 29 avril 2008, 1277.
 18. Sur les organisations syndicales invitées à la négociation d'un accord d'entreprise : *Cass. soc.*, 16 janvier 2008, *JCP (S)*, 22 avril 2008, 1256.
 19. La computation du délai séparant la convocation du salarié de l'entretien préalable au licenciement : *Cass. soc.*, 20 février 2008, *JCP (S)*, 22 avril 2008, 1252.
 20. Sur les modalités de saisine du tribunal d'instance : *Cass. soc.*, 16 janvier 2008, *JCP (S)*, 15 avril 2008, 1238 ; *JCP (G)*, 30 avril 2008, 1090.
 21. Conséquences de l'acheminement tardif de votes par correspondance : *Cass. soc.*, 30 janvier 2008, *JCP (S)*, 15 avril 2008, 1237.
 22. L'annulation des élections professionnelle en l'absence de président de bureau de vote : *Cass. soc.*, 13 février 2008, *JCP (S)*, 8 avril 2008, 1222.
 23. Incompétence du ministre par suite de la perte du statut protecteur d'un représentant du personnel : *Cass. soc.*, 28 novembre 2007, *JCP (S)*, 1^{er} avril 2008, 1207.
 24. Sur les conditions de désignation d'un délégué syndical par un syndicat catégoriel : *Cass. soc.*, 21 novembre 2007, *JCP (S)*, 25 mars 2008, 1189.
 25. Sur le transfert des salariés protégés en application d'un accord collectif : *Cass. soc.*, 28 novembre 2007, *JCP (S)*, 11 mars 2008, 1171.
 26. Le recours à un expert-comptable en vue de l'examen annuel des comptes d'une société intégrée à une UES : *Cass. soc.*, 28 novembre 2007, *JCP (S)*, 4 mars 2008, 1154.
 27. Sur l'assiette de la masse salariale servant au calcul de la subvention de fonctionnement du comité d'entreprise : *Cass. soc.*, 7 novembre 2007, *JCP (S)*, 26 février 2008, 1138.
 28. Sur le rôle du juge judiciaire en présence d'une décision administrative illégale autorisant le licenciement d'un salarié protégé : *Cass. soc.*, 26 septembre 2007, *JCP (S)*, 15 janvier 2008, 1037.
 29. Point de départ du délai de recours en contestation de la régularité des élections : *Cass. soc.*, 24 octobre 2007, *JCP (S)*, 8 janvier 2008, 1013.
 30. Effets d'une demande d'annulation d'un scrutin sur les autres collèges électoraux : *Cass. soc.*, 24 octobre 2007, *JCP (S)*, 8 janvier 2008, 1012.

Année 2007

1. Sur une entrave aux fonctions des délégués du personnel et des faits de harcèlement moral : *Cass. soc.*, 25 septembre 2007, *JCP (S)*, 4 décembre 2007, 1944.
2. Sur le remplacement d'un délégué du personnel suppléant en cours de mandat : *Cass. soc.*, 3 octobre 2007, *JCP (S)*, 27 novembre 2007, 1919.
3. Point de départ de la protection conférée au candidat aux élections prud'homales : *Cass. soc.*, 12 septembre 2007, *JCP (S)*, 13 novembre 2007, 1861.
4. Sur la personnalité juridique du comité d'entreprise disparu par suite d'une fusion-absorption : *Cass. soc.*, 23 mai 2007, *JCP (S)*, 30 octobre 2007, 1836.
5. Statut protecteur et résiliation amiable du contrat dans le cadre d'un accord collectif : *Cass.*

- soc.*, 27 mars 2007, JCP (S), 30 octobre 2007, 1838 et JCP (E), 20 novembre 2007, 2439.
6. Sur les éléments constitutifs du délit d'entrave : *Cass. crim.*, 15 mai 2007, JCP (S), 25 septembre 2007, 1723.
 7. Sur le caractère contradictoire de l'enquête préalable de l'inspecteur du travail avant d'autoriser ou de refuser le licenciement d'un salarié protégé : *Cons. d'État*, 24 novembre 2006 (2 espèces) et *Cons. d'État*, 9 juillet 2007, JCP (S), 18 septembre 2007, 1700.
 8. Indemnisation du conseiller du salarié irrégulièrement licencié : *Cass. soc.*, 19 juin 2007, JCP (S), 11 septembre 2007, 1677.
 9. Annulation des élections et statut protecteur : *CA Versailles*, 7 novembre 2006, JCP (S), 11 septembre 2007, 1676.
 10. Sur l'absence de protection d'un salarié irrégulièrement désigné au CHSCT : *Cass. soc.*, 28 novembre 2006, JCP (S), 4 septembre 2007, 1653.
 11. Modification des fonctions du salarié protégé et résiliation judiciaire du contrat de travail : *Cass. soc.*, 21 novembre 2006, JCP (S), 4 septembre 2007, 1652.
 12. Sur la protection liée à une candidature imminente aux élections du comité d'entreprise : *Cass. soc.*, 21 décembre 2006, JCP (S), 4 septembre 2007, 1651.
 13. Statut protecteur du salarié mandaté et distinction entre le mandat de négociation et le mandat de suivi de l'accord : *Cass. soc.*, 7 novembre 2006, JCP (S), 31 juillet 2007, 1611.
 14. Distinction entre le temps de réunion et le temps de délégation au sein du CHSCT : *Cass. soc.*, 20 décembre 2006, JCP (S), 31 juillet 2007, 1610.
 15. Accord retenant un nombre de représentants du personnel supérieur au nombre réglementaire fixé pour chaque établissement : *Cass. soc.*, 20 décembre 2006, JCP (S), 31 juillet 2007, 1609.
 16. Sur les règles de représentation du syndicat en justice : *Cass. soc.*, 20 décembre 2006, JCP (S), 31 juillet 2007, 1608.
 17. Absence de quorum et carence des élections au sens de l'article L. 132-2-2 du Code du travail : *Cass. soc.*, 20 décembre 2006, JCP (S), 24 juillet 2007, 1588.
 18. Délai de retrait d'une décision administrative individuelle créatrice de droit : *Cons. d'État*, 22 novembre 2006, JCP (S), 24 juillet 2007, 1587.

Année 2006

1. Indemnisation du salarié licencié protégé sans autorisation administrative : *Cass. soc.*, 10 octobre 2006, JCP (S), 12 décembre 2006, 1987.
2. Notion d'établissement distinct et reclassement du salarié protégé licencié pour motif économique : *CE*, 12 octobre 2006, JCP (S), 12 décembre 2006, 1986.
3. Mise à pied conservatoire et délai de saisine de l'inspecteur du travail aux fins d'autorisation de licenciement d'un salarié protégé : *CE*, 23 août 2006, JCP (S), 5 décembre 2006, 1970.
4. Sur le mandat donné à un membre du comité d'entreprise pour diligenter une procédure disciplinaire : *Cass. soc.*, 12 juillet 2006, JCP (S), 28 novembre 2006, 1953.
5. L'obligation de discrétion des membres du comité d'entreprise : *Cass. soc.*, 12 juillet 2006, JCP (S), 28 novembre 2006, 1952.
6. Sur l'indemnité due au salarié protégé licencié sans autorisation et dont la réintégration est impossible : *Cass. soc.*, 20 juin 2006, JCP (S), 21 novembre 2006, 1925.
7. Contentieux préélectoral et pourvoi en cassation : *Cass. soc.*, 24 mai 2006, JCP (S), 10 octobre 2006, 1797.
8. Mise à la retraite d'office d'un salarié protégé d'un établissement public sous statut : *Cass. soc.*, 12 juillet 2006, JCP (S), 3 octobre 2006, 1782.
9. Preuve de la date de la candidature d'un salarié aux élections des délégués du personnel : *Cass. soc.*, 12 juillet 2006, JCP (S), 26 septembre 2006, 1756.
10. Protection des représentants mis en place dans une institution représentative du personnel créée par voie conventionnelle : *Cass. soc.*, 12 juillet 2006, JCP (S), 19 septembre 2006, 1732.

11. Preuve de l'imminence d'une candidature et protection spéciale : *CE, 5 juillet 2006, JCP (S), 12 septembre 2006, 1698.*
12. Protection du salarié demandant l'élection de délégués du personnel : *Cass. soc., 24 mai 2006, JCP (S), 2 août 2006, 1647.*
13. Sort du fonctionnaire territorial désigné en qualité de délégué syndical dans l'organisme de droit privé où il est détaché à l'issue du détachement : *Cass. soc., 23 mai 2006, JCP (S), 25 juillet 2006, 1619.*
14. Représentation en justice du comité d'entreprise et engagement d'une action en annulation de la désignation d'un salarié du comité en qualité de délégué syndical : *Cass. soc., 24 mai 2006, JCP (S), 18 juillet 2006, 1588.*
15. Indemnité due au salarié protégé licencié sans autorisation : *Cass. soc., 10 mai 2006, JCP (S), 11 juillet 2006, 1569.*
16. Portée de la décision administrative de refus de licenciement sur la compétence du juge judiciaire : *Cass. soc., 10 mai 2006, JCP (S), 11 juillet 2006, 1568.*
17. Conditions d'exercice des recours gracieux et hiérarchique contre la décision d'un inspecteur d'accorder ou de refuser le licenciement d'un salarié protégé : *Cons. d'État, 5 avril 2006, JCP (S), 4 juillet 2006, 1545.*
18. Mesure de reclassement externe et autorisation de licenciement d'un salarié protégé : *Cons. d'État, 3 mai 2006, JCP (S), 4 juillet 2006, 1544.*
19. Licenciement disciplinaire et délai de prescription des fautes commises par un salarié protégé : *Cons. d'État, 5 mai 2006, JCP (S), 4 juillet 2006, 1543.*
20. Annulation de l'autorisation administrative de licenciement du salarié protégé et droit à réintégration : *Cass. crim., 14 mars 2006, JCP (S), 9 mai 2006, 1389.*
21. Mandatement « Aubry » et durée de la protection post-mandat : *Cass. soc., 28 mars 2006, JCP (S), 9 mai 2006, 1388.*
22. Modalités de présentation des candidatures au second tour des élections : *Cass. soc., 15 mars 2006, JCP (S), 9 mai 2006, 1387.*
23. Transaction portant sur le futur licenciement d'un salarié protégé et délit d'entrave : *Cass. crim., 31 janvier 2006, JCP (S), 25 avril 2006, 1335.*
24. Portée d'une loi d'amnistie sur le licenciement fautif d'un représentant du personnel : *Cons. d'État, 8 mars 2006, JCP (S), 25 avril 2006, 1334.*
25. Licenciement pour motif économique d'un salarié protégé et sauvegarde de la compétitivité de l'entreprise : *Cons. d'État, 8 mars 2006, JCP (S), 18 avril 2006, 1314.*
26. Portée de l'obligation d'affichage de la désignation d'un délégué syndical central et d'un représentant syndical au CCE : *Cass. soc., 15 février 2006, JCP (S), 11 avril 2006, 1298.*
27. Qui sont les parties à la négociation de l'accord préélectoral dans un établissement ? : *Cass. soc., 15 février 2006, JCP (S), 4 avril 2006, 1282.*
28. Modification des conditions de travail du salarié protégé : *Cass. soc., 15 février 2006, JCP (S), 28 mars 2006, 1265.*
29. Désignation comme délégué central syndical d'un salarié investi d'une délégation particulière d'autorité : *Cass. soc., 1^{er} février 2006, JCP (S), 21 mars 2006, 1246.*
30. Statut protecteur du salarié demandant l'organisation de l'élection des délégués du personnel : *Cass. soc., 15 février 2006, JCP (S), 21 mars 2006, 1247.*
31. Paiement de l'indemnité due à un salarié protégé dont l'autorisation de licenciement a été annulée : *Cass. soc., 2 février 2006, JCP (S), 14 mars 2006, 1216.*
32. Indemnisation du salarié protégé licencié malgré le refus d'autorisation de l'inspecteur du travail : *Cass. soc. 25 janvier 2006, JCP (S), 14 mars 2006, 1217.*
33. Incidence de la date à laquelle doivent être mis en place des délégués du personnel sur la protection du salarié demandeur d'élections : *Cass. soc., 25 janvier 2006, JCP (S), 7 mars 2006, 1181.*

1. De la requalification d'un contrat de mission-formation adaptation en CDI : *Cass. soc.*, 23 février 2005, *JCP (S)*, 5 juillet 2005, 1028.
2. De la requalification d'un contrat d'orientation conclu à durée déterminée en CDI : *Cass. soc.*, 16 février 2005, *JCP (S)*, 5 juillet 2005, 1029.
3. De l'interdiction de conclure un contrat d'adaptation à temps partiel : *CAA Marseille*, 15 mars 2005, *JCP (S)*, 5 juillet 2005, 1030.
4. Prolongation d'un contrat emploi-solidarité et condition d'âge : *CAA Nancy*, 6 décembre 2004, *JCP (S)*, 12 juillet 2005, 1050.
5. Cumul d'un contrat emploi-solidarité et de l'allocation spécifique de solidarité : *CAA Marseille*, 8 février 2005, *JCP (S)*, 12 juillet 2005, 1051.
6. Indemnités en cas de rupture du contrat emploi-solidarité : *Cass. soc.*, 5 janvier 2005, *JCP (S)*, 19 juillet 2005, 1067.
7. Effet de la désignation d'un délégué syndical surnuméraire : *Cass. soc.*, 22 juin 2005, *JCP (S)*, 13 septembre 2005, 1157.
8. Contentieux de la désignation d'un délégué syndical : *Cass. soc.*, 6 juillet 2005 (n° 04-60354), *JCP (S)*, 4 octobre 2005, 1241.
9. Sanction de la discrimination syndicale : *Cass. soc.*, 6 juillet 2005 (n° 03-44645), *JCP (S)*, 4 octobre 2005, 1242.
10. Convention collective des établissements et services médicaux sociaux : *Cass. soc.*, 6 juillet 2005 (n° 03-43159), *JCP (S)*, 11 octobre 2005, 1265.
11. Transfert partiel d'entreprise et référé administratif : *Cons. d'Et.*, 27 juin 2005, *JCP (S)*, 18 octobre 2005, 1286.
12. Effet d'une loi de validation : *Cass. soc.*, 6 juillet 2005 (n° 03.47249), *JCP (S)*, 18 octobre 2005, 1289.
13. Transfert partiel d'entreprise et salarié protégé : *Cons. d'Et.*, 15 juin 2005 (n° 250747), *JCP (S)*, 25 octobre 2005, 1301.
14. Le licenciement d'un salarié protégé pour non-détention de titre ou diplôme : *Cons. d'Et.*, 15 juin 2005 (n° 254728), *JCP (S)*, 25 octobre 2005, 1302.
15. Le licenciement pour inaptitude d'un salarié protégé résultant d'un accident du travail : *Cons. d'Et.*, 4 juillet 2005, *JCP (S)*, 8 novembre 2005, 1322.
16. Licenciement collectif économique et entretien préalable : *Cons. d'Et.*, 28 septembre 2005, *JCP (S)*, 15 novembre 2005, 1336.
17. Sanction de la violation du statut protecteur d'un représentant du personnel : *Cons. d'Et.*, 13 septembre 2005, *JCP (S)*, 15 novembre 2005, 1337.
18. Articulation de la procédure contentieuse avec le délai de prescription des poursuites disciplinaires : *Cons. d'Et.*, 28 septembre 2005, *JCP (S)*, 22 novembre 2005, 1357.
19. Protection des candidats aux élections et procédure de licenciement : *Cass. soc.*, 26 octobre 2005, *JCP (S)*, 6 décembre 2005, 1406.
20. Portée de l'annulation d'une décision d'autorisation de licenciement sur l'indemnisation du salarié protégé : *Cass. soc.*, 12 octobre 2005, *JCP (S)*, 6 décembre 2005, 1407.

Année 2004

1. Le remplacement d'un salarié licencié en congé de maladie par un travailleur recruté sous contrat de qualification : *Cass. soc.*, 12 octobre 2004, *Travail et protection sociale*, décembre 2004, p. 12.
2. Mise en redressement judiciaire et fraude au contrat de qualification : *Cass. soc.*, 7 juillet 2004, *Travail et protection sociale*, décembre 2004, p. 12.
3. Mise en liquidation judiciaire de l'entreprise et nullité du contrat de qualification : *Cass. soc.*, 15 juin 2004, *Travail et protection sociale*, décembre 2004, p. 13.
4. Allocation de remplacement pour l'emploi et indemnité conventionnelle de départ à la

- retraire : *Cass. soc.*, 12 juillet 2004, *Travail et protection sociale*, décembre 2004, p. 15.
5. L'articulation de la préretraite progressive avec l'allocation de remplacement pour l'emploi : *Cass. soc.*, 16 juin 2004, *Travail et protection sociale*, décembre 2004, p. 15.
 6. L'articulation d'une mesure « Robien » avec les aides « Aubry » à l'épreuve de la règle du Smic : *Cass. soc.*, 13 juillet 2004, *Travail et protection sociale*, décembre 2004, p. 15.
 7. L'obligation de désigner l'emploi occuper dans un contrat emploi-solidarité : *CA Dijon*, 3 décembre 2003, *Travail et protection sociale*, décembre 2004, p. 17.
 8. L'affectation d'un salarié recruté sous contrat emploi-solidarité à un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise : *Cons. d'État*, 23 juin 2004, *Travail et protection sociale*, décembre 2004, p. 18.
 9. La rupture anticipée d'un contrat emploi-solidarité : *Cass. soc.*, 29 septembre 2004, *Travail et protection sociale*, décembre 2004, p. 18.
 10. La résiliation d'un contrat initiative-emploi à durée déterminée pour faute grave : *Cass. soc.*, 15 juin 2004, *Travail et protection sociale*, décembre 2004, p. 18.
 11. Le régime juridique des supplémentaires accomplies dans le cadre d'un contrat initiative-emploi : *Cass. soc.*, 30 juin 2004, *Travail et protection sociale*, décembre 2004, p. 18.
 12. Zone de redynamisation urbaine et charge de la preuve du bien-fondé des exonérations sociales : *Cass. soc.*, 16 mars 2004, *Travail et protection sociale*, juillet 2004, p. 14.
 13. Aide à la réduction du temps de travail et prime différentielle : *Cass. soc.*, 5 mai 2004, *Travail et protection sociale*, juillet 2004, p. 15.
 14. Exonération de première embauche et délai de déclaration du premier salarié : *Cass. civ 2^e*, 27 janvier 2004, *Travail et protection sociale*, juillet 2004, p. 16.
 15. Départ à la retraite et exonération des indemnités dans le cadre d'un plan social : *Cass. soc.*, 12 novembre 2003, *Travail et protection sociale*, juillet 2004, p. 15.
 16. Éligibilité des employeurs à la préretraite progressive : *CAA Nancy*, 12 janvier 2004, n° 98-1270, *Travail et protection sociale*, juillet 2004, p. 16.
 17. ARPE et prime de départ à la retraite : *Cass. soc.*, 23 mars 2004, *Travail et protection sociale*, juillet 2004, p. 16.
 18. ARPE et couverture prévoyance : *Cass. soc.*, 14 janvier 2004, *Travail et protection sociale*, juillet 2004, p. 16.
 19. Les questions préjudicielles dans les conventions de CES : *Cass. soc.*, 3 mars 2004, *Travail et protection sociale*, juillet 2004, p. 18.
 20. CIE et escroquerie aux aides à l'emploi : *Cass. crim*, 14 janvier 2004, *Travail et protection sociale*, juillet 2004, p. 18.
 21. CIE et demande en requalification : *Cass. soc.*, 3 mars 2004, *Travail et protection sociale*, juillet 2004, p. 19.
 22. CIE et mention du motif : *Cass. soc.*, 11 février 2004, *Travail et protection sociale*, juillet 2004, p. 19.
 23. Le domaine d'application du recours au CIE : *Cass. soc.*, 14 janvier 2004, *Travail et protection sociale*, juillet 2004, p. 19.
 24. La protection du salarié protégé bénéficiaire d'un CIE : *Cass. soc.*, 10 décembre 2003, *Travail et protection sociale*, juillet 2004, p. 19.
 25. Contrat d'accès à l'emploi et demande en requalification : *Cass. soc.*, 7 avril 2004, *Travail et protection sociale*, juillet 2004, p. 19.

Année 2003

1. Contrat de qualification et liquidation judiciaire : *Cass. soc.*, 1^{er} octobre 2003, *Travail et protection sociale*, décembre 2003, p. 4.
2. Contrat de qualification et complément de salaire : *CA Agen*, 6 mai 2003, n° 02/522, *Travail et protection sociale*, décembre 2003, p. 4.
3. L'employeur apparent d'un salarié sous contrat de qualification : *CA Agen*, 6 mai 2003,

n° 02/523, Travail et protection sociale, décembre 2003, p. 4.

4. La rupture pour faute grave d'un contrat de qualification : *Cass. soc., 11 juin 2003, Travail et protection sociale, décembre 2003, p. 4.*
5. Contrat de qualification et période d'essai : *Cass. soc., 8 juillet 2003, Travail et protection sociale, décembre 2003, p. 4.*
6. Exonération premier salarié et succession d'employeurs : *Cass. soc., 13 mai 2003, Travail et protection sociale, décembre 2003, p. 7.*
7. L'abattement temps partiel d'un salarié gérant minoritaire : *Cass. soc., 25 mars 2003, Travail et protection sociale, décembre 2003, p. 7.*
8. Associations intermédiaires et accidents du travail : *CA Agen, 13 mai 2003, n° 02/601, Travail et protection sociale, décembre 2003, p. 7.*
9. Aide à la création et à la reprise d'entreprise et contrat de franchise : *CAA Nantes, 26 décembre 2002, Travail et protection sociale, décembre 2003, p. 8.*
10. Contrat emploi-solidarité et nécessité d'un écrit : *Cass. soc., 19 février 2003, Travail et protection sociale, décembre 2003, p. 8.*
11. Contrat emploi-solidarité et mise à disposition de personnel : *Cass. soc., 30 septembre 2003, Travail et protection sociale, décembre 2003, p. 8.*
12. CIE et remboursement des aides de l'État : *TA Amiens, 10 avril 2003, Travail et protection sociale, décembre 2003, p. 8.*
13. Le retrait d'habilitation d'un contrat de qualification : *CAA Nantes, 1^{er} août 2002, Travail et protection sociale, juillet 2003, p. 11.*
14. Contrat de qualification et dépense de publicité des organismes dispensateur de formation : *CAA Bordeaux, 10 septembre 2002, Travail et protection sociale, juillet 2003, p. 11.*
15. La fraude au contrat de qualification : *Cass. soc., 26 septembre 2002, Travail et protection sociale, juillet 2003, p. 11.*
16. Contrat de qualification et seuil d'exonération des cotisations sociales : *Cass. soc., 11 mars 2003, Travail et protection sociale, juillet 2003, p. 11.*
17. Contrat de qualification et imputabilité de la rupture : *Cass. soc., 26 septembre 2002, Travail et protection sociale, juillet 2003, p. 11.*
18. La faute grave du salarié commise dans l'exécution d'un contrat de qualification : *Cass. soc., 12 octobre 2002, Travail et protection sociale, juillet 2003, p. 12.*
19. Contrat de qualification et transfert d'employeur : *Cass. soc., 7 mai 2003, Travail et protection sociale, juillet 2003, p. 12.*
20. Le critère du lieu d'activité de l'entreprise installée dans une zone franche urbaine : *Cass. soc., 27 février 2003, Travail et protection sociale, juillet 2003, p. 12.*
21. De la requalification d'un contrat « Paque » : *Cass. soc., 17 décembre 2002, Travail et protection sociale, juillet 2003, p. 12.*
22. Réduction unique dégressive sur les bas salaires et cumul d'exonérations : *Cass. soc., 23 janvier 2003, Travail et protection sociale, juillet 2003, p. 13.*
23. La promesse d'embauche sous contrat emploi-consolidé : *CA Agen, 14 janvier 2003, Travail et protection sociale, juillet 2003, p. 13.*
24. L'affectation d'un salarié sous CIE à un emploi ressortissant de l'activité normale et permanente de l'entreprise : *Cass. soc., 27 novembre 2002, Travail et protection sociale, juillet 2003, p. 13.*
25. CIE et inaptitude physique définitive : *CA Agen, 11 février 2003, Travail et protection sociale, juillet 2003, p. 13.*
26. ASFNE et régularité de la rupture du contrat de travail : *Cass. soc., 24 septembre 2002, Travail et protection sociale, juillet 2003, p. 14.*
27. Éligibilité à une mesure de préretraite progressive : *TA Amiens, 3 mai 2001, Travail et protection sociale, juillet 2003, p. 14.*
28. Du contentieux né de la fin du dispositif de préretraite progressive : *Cass. soc., 12 novembre 2002, Travail et protection sociale, juillet 2003, p. 15.*

29. ARPE et allocation de départ à la retraite : *Cass. soc.*, 17 décembre 2002, *Travail et protection sociale*, juillet 2003, p. 15.
30. ARPE et indemnité de non-concurrence : *Cass. soc.*, 30 avril 2003, *Travail et protection sociale*, juillet 2003, p. 15.

Année 2002

1. L'enregistrement par l'administration d'un contrat de qualification : *Cass. soc.*, 3 juillet 2002, *Travail et protection sociale*, décembre 2002, p. 8.
2. L'essai dans un contrat de qualification : *Cass. soc.*, 3 juillet 2001, *Travail et protection sociale*, décembre 2002, p. 8.
3. Contrat de qualification et temps de formation : *CAA Nancy*, 8 février 2001, *Travail et protection sociale*, décembre 2002, p. 8.
4. Contrat de qualification et obligation de formation : *CAA Lyon*, 4 décembre 2001, *Travail et protection sociale*, décembre 2002, p. 8.
5. La faute grave du salarié dans un contrat de qualification : *Cass. soc.*, 25 avril 2001, *Travail et protection sociale*, décembre 2002, p. 9.
6. Contrat de qualification et rémunération minimale : *Cass. soc.*, 9 octobre 2001, *Travail et protection sociale*, décembre 2002, p. 9.
7. Effets d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire sur un contrat de qualification : *Cass. soc.*, 10 janvier 2001 et *Cass. soc.*, 30 mai 2001, *Travail et protection sociale*, décembre 2002, p. 9.
8. La requalification d'un contrat de qualification : *Cass. soc.*, 28 février 2001, *Travail et protection sociale*, décembre 2002, p. 9.
9. Contrat de qualification et embauche ultérieure sous CDI : *Cass. soc.*, 28 février 2001 et *Cass. soc.*, 6 juin 2001, *Travail et protection sociale*, décembre 2002, p. 9.
10. Transformation d'un contrat de qualification en CDI : *Cass. soc.*, 4 juillet 2001, *Travail et protection sociale*, décembre 2002, p. 10.
11. La rupture anticipée d'un contrat de qualification : *Cass. soc.*, 3 mai 2001 ; *CA Versailles*, 7 mars 2001 ; *Cass. soc.*, 30 janvier 2002, n° 00-40.528 et n° 99-46.106, *Travail et protection sociale*, décembre 2002, p. 10.
12. Contrat de qualification et transaction : *Cass. soc.*, 23 mai 2001, *Travail et protection sociale*, décembre 2002, p. 10.
13. La rupture amiable d'un contrat de qualification : *Cass. soc.*, 5 juin 2001, *Travail et protection sociale*, décembre 2002, p. 10.
14. Contrat de qualification et clause de non-concurrence : *Cass. soc.*, 5 juin 2001, *Travail et protection sociale*, décembre 2002, p. 10.
15. Rupture anticipée d'un contrat de qualification et prise en charge de l'indemnité afférente par l'AGS : *Cass. soc.*, 15 mai 2002, *Travail et protection sociale*, décembre 2002, p. 10.
16. Critère du lieu d'activité pour les exonérations de cotisations sociales dans une zone franche urbaine : *Cass. soc.*, 16 mai 2002, *Travail et protection sociale*, décembre 2002, p. 11.
17. Zone de revitalisation rurale et application de la loi dans le temps : *Cass. soc.*, 28 mars 2002, *Travail et protection sociale*, décembre 2002, p. 11.
18. Contrat de qualification et sanction du non-respect de l'obligation de formation de l'employeur : *Cass. soc.*, 7 novembre 2001, *Travail et protection sociale*, juillet 2002, p. 7.
19. Contrat de qualification et règle de la rémunération mensuelle minimale : *Cass. soc.*, 29 janvier 2002, *Travail et protection sociale*, juillet 2002, p. 8.
20. De l'interdiction faite à l'employeur de demander la résiliation judiciaire d'un contrat de qualification : *Cass. soc.*, 4 décembre 2001, *Travail et protection sociale*, juillet 2002, p. 8.
21. La responsabilité civile du préposé ayant commis une infraction pénale sur ordre de l'employeur : *Cass. Ass. plén.*, 14 décembre 2001, *Travail et protection sociale*, juillet 2002, p. 8.

22. Le critère du lieu d'activité de l'entreprise installée dans une zone franche urbaine : *CA Paris, 9 novembre 2001, Travail et protection sociale, juillet 2002, p. 9.*
23. Des règles de forme de la demande d'exonération pour l'embauche d'un premier salarié : *Cass. soc., 15 novembre 2001, Travail et protection sociale, juillet 2002, p. 9.*
24. ASFNE et rupture du contrat de travail : *Cass. soc., 17 juillet 2001, Travail et protection sociale, juillet 2002, p. 10.*
25. ASFNE et indemnité conventionnelle de licenciement : *Cass. soc., 13 novembre 2001, Travail et protection sociale, juillet 2002, p. 10.*
26. Prêretraite progressive et nature indemnitaire des cotisations de retraite et de prévoyance complémentaires : *Cass. soc., 13 décembre 2001, Travail et protection sociale, juillet 2002, p. 10.*
27. Prêretraite progressive, travail à temps partiel et répartition du temps travaillé : *Cass. soc., 9 octobre 2001, Travail et protection sociale, juillet 2002, p. 10.*

Année 2001

1. Contrat de qualification et travail dissimulé : *CA Paris, 25 septembre 2000, Travail et protection sociale, juillet 2001, p. 13.*
2. Contrat d'accès à l'emploi et prime de précarité : *Cass. soc., 13 mars 2001, Travail et protection sociale, juillet 2001, p. 13.*
3. De la compétence judiciaire du litige né de l'exécution d'un contrat emploi-solidarité : *Cass. soc., 4 janvier 2000, Travail et protection sociale, juillet 2001, p. 14.*
4. De l'obligation de rédiger par écrit le contrat emploi-solidarité : *Cass. soc., 25 avril 2001, Travail et protection sociale, juillet 2001, p. 14.*
5. L'essai dans un contrat emploi-solidarité : *Cass. soc., 4 janvier 2000, Travail et protection sociale, juillet 2001, p. 14.*
6. Contrat emploi-solidarité et succession de contrats aidés : *Cass. soc., 25 avril 2001, Travail et protection sociale, juillet 2001, p. 14.*
7. De la rupture anticipée d'un contrat emploi-solidarité : *Cass. soc., 25 octobre 2000, Travail et protection sociale, juillet 2001, p. 15.*
8. De l'affectation d'un salarié recruté en contrat emploi-solidarité sur un emploi ressortissant de l'activité normale et permanente de l'entreprise : *CA Paris, 31 octobre 2000, Travail et protection sociale, juillet 2001, p. 15.*
9. De l'indemnité de congés payés dues à un salarié sous contrat emploi-solidarité : *Cass. soc., 22 février 2000, Travail et protection sociale, juillet 2001, p. 15.*
10. Le contrat de retour à l'emploi fictif : *Cass. soc., 26 janvier 2000, Travail et protection sociale, juillet 2001, p. 16.*

8. Travaux non publiés

1. « La représentation en droit du travail », Compte-rendu des journées d'études de l'Association Française de Droit du Travail et de la Sécurité Sociale, Fontevraud, 14 & 15 septembre 1990.
2. *Essai sur la place du travail temporaire dans le droit du travail français*, Thèse de Doctorat en Droit nouveau régime, sous la direction de M. le Professeur A. Supiot, soutenue le 25 janvier 1994 à Nantes.